



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/83/46
9 mai 2019

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-troisième réunion
Montréal, 27– 31 mai 2019

**PROJET DE RAPPORT DU COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL
AUX FINS D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
À LA TRENTE ET UNIÈME RÉUNION DES PARTIES¹**

Introduction

1. Le présent rapport porte sur les activités entreprises par le Comité exécutif depuis la trentième Réunion des Parties². Il comprend quatre volets : les questions d'orientation en lien avec l'Amendement de Kigali; les autres questions d'orientation générale; les projets, leur mise en œuvre et leur suivi; la planification des activités et les questions administratives et financières.

2. La 82^e réunion [et la 83^e réunion ont eu lieu à Montréal, respectivement du 3 au 7 décembre et du 27 au 31 mai 2018] pendant la période visée par ce rapport. [Les rapports³ de ces réunions sont publiés sur le site Web du Fonds multilatéral (www.multilateralfund.org).]

Participation

3. Les représentants des pays suivants ont assisté à la réunion⁴ : Argentine, Bénin, Grenade, Inde, Liban, Nigeria et République dominicaine, représentant des pays visés au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole (pays visés à l'article 5), et Belgique, Canada, États-Unis d'Amérique, France, Japon, Norvège et Slovaquie, représentant des pays non visés au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole (pays non visés à l'article 5). La réunion a été présidée par le vice-président, M. Philippe Chemouny (Canada), en l'absence du président, M. Mazen Hussein (Liban), pour des raisons médicales.

¹ Les décisions prises à la 83^e réunion seront intégrées au rapport final

² En vertu de son mandat, le Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal (UNEP/OzL.Pro.9/12, Annexe V) présente chaque année un rapport à la Réunion des Parties.

³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/72 [et UNEP/OzL.Pro/ExCom/83/48]

⁴ Conformément à la décision XXIX/22 de la vingt-neuvième Réunion des Parties

4. [Les participants des pays suivants ont assisté à la 83^e réunion⁵ : Argentine, Bénin, Chine, Grenade, Koweït, Niger et Rwanda, représentant des pays visés à l'article 5, et Belgique, Canada, États-Unis d'Amérique, France, Hongrie, Japon et Norvège, représentant des pays non visés à l'article 5. La réunion a été présidée par M. Philippe Chemouny (Canada) et Mme Juliet Kabera (Rwanda) comme vice-présidente.]

5. [Ont aussi participé aux 82^e et 83^e réunions, des représentants des agences d'exécution, notamment du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), en tant qu'agence d'exécution et de Trésorier du Fonds multilatéral, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et de la Banque mondiale, ainsi que des représentants du Secrétariat de l'ozone et autres observateurs.]

I. QUESTIONS D'ORIENTATION EN LIEN AVEC L'AMENDEMENT DE KIGALI

6. À la suite de l'adoption de l'Amendement de Kigali et de la décision XXVIII/2 connexe de la vingt-huitième Réunion des Parties, le Comité exécutif, à sa 77^e réunion, a abordé des questions découlant de l'Amendement, d'intérêt pour le Comité exécutif.⁶ Ces échanges ont mené à la décision d'organiser une réunion extraordinaire de quatre jours, la 78^e réunion, pour débattre des questions découlant de la décision XXVIII/2. Les échanges se sont poursuivis à toutes les réunions subséquentes.

7. En réponse aux paragraphes 10 et 11 de la décision XXVIII/2, qui demandent au Comité exécutif d'élaborer, dans les deux années suivant l'adoption de l'Amendement de Kigali, des lignes directrices sur la réduction progressive de la consommation et de la production de HFC, et de faire rapport sur la question aux Parties, un rapport périodique complet a été remis à la trentième Réunion des Parties, et le président (M. Mazen Hussein) ainsi que le Chef du Secrétariat en ont fait la présentation. Par la suite, les Parties ont demandé au Comité exécutif de poursuivre ses travaux d'élaboration des lignes directrices et de présenter un compte rendu des éléments dans le cadre du rapport annuel du Comité exécutif à la Réunion des Parties.⁷

8. La partie I du présent rapport présente les grandes lignes des échanges sur les questions ci-dessous en lien avec l'Amendement de Kigali :

- Contributions supplémentaires au Fonds multilatéral
- Activités de facilitation et renforcement des institutions
- Projet de lignes directrices sur le financement de la réduction progressive des HFC
- Principaux aspects liés aux technologies de contrôle du sous-produit HFC-23

9. Une liste des documents examinés et des décisions du Comité exécutif est jointe à l'annexe I au présent rapport.

i) Contributions supplémentaires au Fonds multilatéral

10. Le Comité exécutif, à sa 77^e réunion, a accepté avec reconnaissance les contributions supplémentaires au Fonds multilatéral annoncées par 17 pays non visés à l'article 5⁸ afin de soutenir le démarrage rapide de la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali, sachant qu'il s'agissait d'une contribution unique qui ne remplacerait pas les contributions des donateurs. Le Comité exécutif, à sa 81^e réunion, a décidé que les demandes d'activités de facilitation pour les pays du groupe I des pays visés à l'article 5 seraient financées à partir du solde des contributions supplémentaires et que tout solde des

⁵ [Conformément à la décision XXX/18 de la trentième Réunion des Parties]

⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/70/Rev.1

⁷ Décision XXX/4.

⁸ Allemagne, Australie, Canada, Danemark, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède et Suisse.

contributions supplémentaires volontaires non engagé après le financement des activités de facilitation servirait à financer des projets d'investissement autonomes sur les HFC.

11. Le Trésorier a déclaré⁹ que les 17 pays non visés à l'article 5 avaient versé leurs contributions supplémentaires volontaires au Fonds, pour une somme totale de 25 513 071 \$US. [Le Comité exécutif avait décaissé la somme de ?? \$US¹⁰, en date de la 83^e réunion, pour des activités en lien avec la réduction progressive des HFC dans les pays visés à l'article 5, à savoir ?? \$US pour des activités de facilitation dans ?? pays, ?? \$US pour la préparation de projets d'investissement dans ?? pays, ?? \$US pour des projets d'investissement pour éliminer ?? tonnes métriques (?? tonnes d'équivalent de CO₂) de HFC dans ?? pays visés à l'article 5, et jusqu'à ?? \$US pour une évaluation, par un consultant indépendant, des moyens rentables et durables sur le plan environnemental de détruire le HFC-23 provenant des installations de production du HCFC-22.]

ii) Activités de facilitation et renforcement des institutions

12. Au cours de son examen du paragraphe 20 de la décision XXVIII/2 sur le financement des activités de facilitation liées à la réduction progressive des HFC, le Comité exécutif a décidé des principes de la présentation de demandes de financement des activités de facilitation et du financement maximum permis pour ces activités, ainsi que de nombreux critères. Le Comité exécutif a aussi décidé que le financement de la préparation de plans nationaux de mise en œuvre visant à respecter les premières obligations de l'élimination des HFC pourrait être accordé au plus tôt cinq ans précédant la date de ces obligations, après la ratification de l'Amendement de Kigali par le pays et en vertu de lignes directrices à approuver.¹¹ La période de 18 mois pour la mise en œuvre de projets, prévue à l'origine, serait maintenue, mais pourrait être prolongée de 12 mois, si nécessaire (pour atteindre un total de 30 mois après l'approbation du projet), si le Secrétariat reçoit une demande de prolongement officielle.¹² Les agences bilatérales et d'exécution ont été invitées à remettre un rapport final sur les activités de facilitation menées à terme dans les six mois suivant la date d'achèvement du projet, mettant en évidence les enseignements tirés de la façon dont les activités de démarrage rapide ont appuyé les mesures hâtives pour la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali.¹³

13. Les activités de facilitation de la réduction progressive des HFC figuraient sur la liste des projets proposés pour approbation générale à la 82^e réunion, et 13 de ces activités ont été approuvées (décision 82/53). [À compléter... à la 83^e réunion.]

14. [Le Comité exécutif avait approuvé ?? \$US pour des activités de facilitation dans ?? pays visés à l'article 5 au ??, financées à partir des contributions supplémentaires volontaires et des contributions habituelles.]

15. Quant au renforcement des institutions, Le Comité exécutif a décidé, lors de son examen du paragraphe 21 de la décision XXVIII/2, à la 78^e réunion, d'envisager d'augmenter le financement du renforcement des institutions lors d'une future réunion (décision 78/4).

⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/5

¹⁰ Le Comité exécutif a approuvé la somme de ?? \$US pour des projets en lien avec des activités sur les HFC depuis la 80^e réunion, dont ?? \$US provenant des contributions supplémentaires volontaires et ?? \$US provenant des contributions habituelles, à savoir ?? \$US pour des activités de facilitation dans ?? pays, ?? \$US pour la préparation de projets d'investissement dans ?? pays et ?? US pour des projets d'investissement dans ?? pays

¹¹ Décision 79/46

¹² Décision 81/32

¹³ Ibid

iii) **Projet de lignes directrices sur le financement de la réduction progressive des HFC**

16. Conformément au mandat qui lui a été confié à la décision XXVIII/2, le Comité exécutif a décidé d'élaborer des lignes directrices sur le financement de la réduction progressive de la consommation et de la production de HFC à soumettre à la trentième Réunion des Parties, en 2018, et de mettre au point les lignes directrices aussi rapidement que possible par la suite, en tenant compte des opinions et des points de vue présentés par les Parties (décision 79/44).

17. Le Comité exécutif a abordé le sujet des lignes directrices à ses 78^e 14, 79^e 15, 80^e 16 et 81^e 17 réunions, et a décidé d'inclure dans les lignes directrices un texte se rapportant aux éléments suivants de la décision XXVIII/2, lorsqu'il était pertinent aux travaux du Comité exécutif :

- Souplesse dans la mise en œuvre qui permettrait aux Parties de choisir leurs propres stratégies et priorités en matière de secteurs et de technologies, conformément au paragraphe 13 de la décision XXVIII/2
- Date limite de la capacité admissible, conformément au paragraphe 17
- Deuxième et troisième reconversions, conformément au paragraphe 18
- Réductions globales durables, conformément au paragraphe 19
- Catégories de surcoûts admissibles pour la consommation dans le secteur de la fabrication, conformément au sous-paragraphe 15 a)
- Catégories de surcoûts admissibles dans le secteur de la production, conformément au sous-paragraphe 15 b)
- Catégories de surcoûts admissibles dans le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération, conformément au paragraphe 15 c)
- Admissibilité des substances de l'annexe F profitant d'une dérogation pour température ambiante élevée, conformément au paragraphe 35

18. Le Comité exécutif a poursuivi ses délibérations à la 82^e réunion. Il a pris connaissance d'informations pertinentes sur l'élaboration de lignes directrices sur les coûts de la réduction progressive de HFC dans les pays visés à l'article 5 et l'efficacité énergétique en lien avec les lignes directrices sur les coûts contenues dans des documents préparés par le Secrétariat, dont un sommaire des délibérations des Parties à la 40^e réunion du Groupe de travail à composition non limitée et la trentième Réunion des Parties.¹⁸

19. Le Comité exécutif s'est intéressé à plusieurs sujets en lien avec l'élaboration des lignes directrices : le point de départ des réductions globales durables dans les secteurs de la production et de la consommation de HFC, les unités de mesure des réductions et la méthode d'établir le point de départ, le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération, l'efficacité énergétique et l'élimination définitive, avant de décider de reprendre ses échanges à la 83^e réunion (décision 82/84).

20. Au cours de ses délibérations, le Comité exécutif a aussi pris note d'un document d'information préliminaire,¹⁹ contenant d'importants éléments pour l'élaboration d'une méthode pour fixer le point de départ des réductions globales durables. Le Comité exécutif a décidé qu'au cours de l'élaboration des lignes directrices sur les coûts, il se pencherait sur la façon de traiter l'utilisation provisoire d'une technologie à potentiel de réchauffement de la planète (PRG) élevé autre que la technologie à faible PRG approuvée, en

¹⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/5 et Corr.1

¹⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/46, conformément à la décision 78/3

¹⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/55, conformément à la décision 79/44

¹⁷ UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/53, conformément à la décision 80/76

¹⁸ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/67 et Add.1, UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/65 et Add.1 et UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/70

¹⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/66

ce qui concerne le point de départ de la réduction globale durable de la consommation de HFC, dans le contexte de la réduction progressive des HFC (décision 82/55).

Efficacité énergétique pendant la réduction progressive des HFC

21. S'intéressant au document²⁰ résumant les délibérations des Parties à la 40^e réunion du Groupe de travail à composition non limitée et à la trentième Réunion des Parties en ce qui a trait au rapport du Groupe de l'évaluation technique et économique sur les questions liées à l'efficacité énergétique, le Comité exécutif a décidé d'accorder aux pays visés à l'article 5 Parties participant aux activités de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali et qui le désirent, la souplesse nécessaire pour entreprendre des activités à même le financement approuvé, à savoir : l'élaboration et l'application de politiques et de réglementations pour éviter la pénétration sur le marché d'équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes thermiques non éconergétiques; la promotion de l'accès à des technologies éconergétiques dans ces secteurs; et une formation ciblée sur la certification, la sécurité et les normes, la sensibilisation et le renforcement des capacités, afin de maintenir et d'améliorer l'efficacité énergétique (décision 82/83).

22. Le Secrétariat a été invité à préparer un document décrivant des moyens d'opérationnaliser le paragraphe 16 de la décision XXVIII/2 et le paragraphe 2 de la décision XXX/5 pour examen par le Comité exécutif à la 83^e réunion, en tenant compte des critères, des indicateurs d'efficacité et des mécanismes de financement associés aux plans des secteurs de l'entretien contenus dans les plans de gestion de l'élimination des HCFC nouveaux et existants pour les pays à faible volume de consommation. Il a aussi été invité à préparer un autre document pour la 83^e réunion offrant, en guise de première étape, de l'information sur les fonds et les institutions de financement pertinents mobilisant des ressources pour l'efficacité énergétique qui pourraient être utilisées lors de la réduction progressive des HFC au titre du Fonds multilatéral, dont les modalités appliquées par ces institutions pour offrir de telles ressources aux pays en développement et la possibilité que les agences d'exécution mettent en œuvre les demandes de cofinancement de ces institutions.

23. En appui à ces échanges, le Secrétariat a aussi été chargé de préparer un sommaire du rapport du Groupe de l'évaluation technique et économique sur les questions liées à l'efficacité énergétique, notamment en ce qui a trait aux programmes associés au maintien et/ou l'amélioration de l'efficacité énergétique des technologies de remplacement offrant un potentiel de réchauffement de la planète de faible à nul dans le secteur de la réfrigération, de la climatisation et des pompes thermiques; les questions liées aux coûts telles que les surcoûts connexes, les occasions de remboursement et les coûts du suivi et de la vérification, et les bienfaits environnementaux possibles, surtout ceux associés aux changements climatiques (décision 82/83).

24. Toujours à la 82^e réunion, un pays non visé à l'article 5 a offert²¹ de verser une contribution supplémentaire volontaire au Fonds multilatéral qui servirait à faire la démonstration de l'opérationnalisation de la décision XXX/5. Après de longs échanges, le Comité exécutif a pris note de l'offre.

25. [À compléter...]

Activités en cours en lien avec la consommation dans le secteur de la fabrication

26. En ce qui a trait aux surcoûts admissibles de la consommation dans le secteur de la fabrication, après avoir convenu des catégories de surcoûts proposées dans la décision XXVIII/2, le Comité exécutif a débattu des seuils de coût-efficacité et a déterminé qu'il avait besoin de renseignements supplémentaires

²⁰ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/65 et Add.1.

²¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/Inf.3

afin de prendre une décision sur les surcoûts admissibles, et qu'il devait acquérir de l'expérience en matière de surcoûts d'investissement et de surcoûts d'exploitation associés à la réduction progressive des HFC. Par conséquent, il a convenu, dans ses décisions 78/3 et 79/45 d'approuver, jusqu'à la 84^e réunion²², un petit nombre de projets d'investissement autonomes associés à la réduction progressive des HFC qui seraient examinés individuellement en fonction de certains critères tels que la maturité de la technologie, la reproductibilité et la répartition géographique. Les rapports d'achèvement de ces projets devront présenter de l'information sur les surcoûts admissibles, les économies réalisées, s'il y a lieu, et les facteurs pertinents ayant facilité leur mise en œuvre.

27. Le Comité exécutif, à sa 82^e réunion, a approuvé ?? \$US pour la mise en œuvre de deux projets d'investissement autonomes dans le secteur de la fabrication de l'équipement de réfrigération domestique et un projet dans le secteur de la fabrication d'équipement de réfrigération commercial²³ (décisions 82/77, 82/80 et 82/81), réitérant les dispositions des décisions 78/3 et 79/45.

28. [À la 83^e réunion, à compléter...]

29. [Le Comité exécutif a approuvé la somme de ?? \$US pour ?? projets d'investissement dans ?? pays visés à l'article 5 en date de ??, financés à partir des contributions supplémentaires volontaires et des contributions habituelles.]

Activités en cours dans le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération

30. En ce qui concerne le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération, après avoir convenu des catégories de surcoûts admissibles proposées dans la décision XXVIII/2 et conformément au sous-paragraphe 15 c) et au paragraphe 16 de la décision XXVIII/2, le Comité exécutif, à sa 80^e réunion, a chargé le Secrétariat de préparer, en collaboration avec les agences bilatérales et d'exécution, un document sur tous les aspects du secteur appuyant la réduction progressive des HFC, pour examen à la 82^e réunion.²⁴

31. Le Comité exécutif a examiné ce document à la 82^e réunion²⁵ et avant de prendre note du document, a débattu des nombreux éléments y ayant été soulevés, tels que l'efficacité énergétique dans le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération; les synergies entre les activités d'élimination des HCFC et de la réduction progressive des HFC dans le secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération; les institutions nationales et le niveau de participation des intérêts locaux, notamment en ce qui a trait à la formation des techniciens; et la pénétration des technologies de remplacement à faible PRG sur le marché.

32. [À compléter...]

iv) Principaux aspects liés aux technologies de contrôle du sous-produit HFC-23

33. Le Comité exécutif a examiné des documents sur les principaux aspects des technologies de contrôle des émissions du sous-produit HFC-23 à ses 78^e ²⁶, 79^e ²⁷, 80^e ²⁸ et 81^e réunions²⁹, et a examiné, à sa 82^e réunion, un document³⁰ sur les moyens économiques de contrôler les émissions du sous-produit HFC-

²² Décision 81/53

²³ Chine (UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/45), Thaïlande (UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/59) et Zimbabwe (UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/62)

²⁴ Décision 80/76

²⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/64

²⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/9 et Corr.1

²⁷ UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/48, Corr.1, Corr.2 and Add.1, conformément à la décision 78/5

²⁸ UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/56 et Add.1, et la décision 79/47

²⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/54

³⁰ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/68 et Corr.1

23, ainsi qu'un rapport³¹ sur les moyens de contrôler les émissions du sous-produit HFC-23 en Argentine, les deux documents ayant été préparés en vertu de la décision 81/68.

34. Prenant note des deux documents, le Comité exécutif a approuvé la somme de 75 000 \$US pour l'ONUDI, afin qu'elle présente à la 83^e réunion, au nom du gouvernement de l'Argentine, différentes propositions de projets qui permettraient au gouvernement de l'Argentine de respecter l'obligation de contrôler le sous-produit HFC-23 au titre de l'Amendement de Kigali. Le Comité exécutif examinerait chacune des propositions de projet et débattrait des critères de financement des activités liées aux obligations de conformité des pays visés à l'article 5. À cet égard, le Comité exécutif a chargé le Secrétariat de communiquer avec un consultant indépendant afin de lui confier le mandat d'effectuer une vérification technique de l'usine mixte de HCFC-22 FIASA en Argentine et de déterminer les coûts de sa fermeture (décision 82/85).

35. Toujours à la 82^e réunion, le Comité exécutif a décidé de ne pas inviter les agences bilatérales et d'exécution à soumettre des propositions de projets de démonstration sur les technologies réalisables pour la reconversion du sous-produit HFC-23 (décision 82/52).

36. [À compléter]

II. AUTRES QUESTIONS D'ORIENTATION

37. La préparation et la mise en œuvre des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) et des plans de gestion de l'élimination de la production de HCFC (PGEPH) sont demeurés à l'avant-plan des travaux au cours de la période visée par ce rapport. Les PGEH et les PGEPH approuvés à ce jour sont indiqués à l'annexe II au présent rapport. La République arabe syrienne est le seul pays pour lequel la phase I du PGEH n'a pas encore été approuvée.

i) Report des dates d'achèvement des projets

38. Le Comité exécutif a décidé de demander aux agences bilatérales et d'exécution, en cas de besoin de prolongation d'un projet pour lequel le Comité exécutif a fixé une date d'achèvement, de soumettre la justification de la demande de prolongation du projet au moins six mois avant la date d'achèvement et d'inclure une justification du report de la date d'achèvement avec la demande de prolongement du projet, conformément à la décision 77/8 l) (décision 82/50).

ii) Années à inclure dans les vérifications de la consommation de HCFC dans les pays à faible volume de consommation au titre du PGEH

39. Le Comité exécutif a également demandé aux agences bilatérales et d'exécution concernées, lorsqu'elles soumettent leurs rapports de vérification de la conformité des pays à faible volume de consommation ayant signé un accord de PGEH, de s'assurer que ces rapports couvrent toutes les années depuis l'approbation de la tranche précédente, y compris l'année de l'approbation de cette tranche (décision 82/51).

iii) Sous-groupe sur le secteur de la production

40. Le Sous-groupe sur le secteur de la production s'est réuni en marge de la 82^e réunion. Il a continué à débattre de nombreux points et a produit un rapport.³² Il a consacré presque tout son temps à examiner le rapport de vérification du secteur de la production de HCFC de la Chine pour l'année 2017, mais s'est aussi intéressé au rapport périodique de 2017 relatif à la mise en œuvre de la phase I du PGEPH de la Chine.

³¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/69

³² UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/71

41. Se fondant sur les recommandations du Sous-groupe, le Comité exécutif a demandé à la Banque mondiale d'inclure dans le rapport de vérification annuel de 2018 relativement au secteur de la production de HCFC, de l'information nationale fournie par le gouvernement de la Chine sur la gestion du sous-produit HFC-23 créé sur toutes les chaînes de production de HCFC-22 à des fins de matière première, mises en service après 2010. Le Secrétariat a été chargé de produire un document pour examen par le Sous-groupe sur le secteur de la production en marge de la 83^e réunion, proposant un examen des lignes directrices et du modèle standard utilisés pendant la vérification de l'élimination de la production de SAO, et une analyse des aspects des lignes directrices et du modèle standard auxquels des améliorations pourraient être apportées en appui à la conformité en renforçant le suivi de la production de SAO, et des coûts connexes (décision 82/87).

42. En ce qui a trait au rapport périodique de 2017 sur la mise en œuvre de la phase I du PGEPH de la Chine, le Comité exécutif a pris note que l'amende de 133 146 \$US imposée pour la réorientation de 887,64 tonnes métriques de production de HCFC aux fins de matière première pour lesquelles un soutien financier avait été accordé, accompagnera les soldes restitués à la 84^e réunion au Fonds multilatéral par la Banque mondiale pour la phase I du PGEPH, conformément à la décision 80/79 d). Le Comité exécutif a aussi demandé au gouvernement de la Chine, par l'entremise de la Banque mondiale, de remettre le dernier rapport périodique de la phase I du PGEPH à la 83^e réunion (décision 82/88).

43. Quant à la phase II du PGEPH, le Comité exécutif a pris note de la présentation de la note explicative sur la phase II du PGEPH pour la Chine examinée par le Sous-groupe sur le secteur de la production et a décidé de tenir compte de l'information qu'elle contient à une future réunion (décision 82/89).

44. [À compléter]

iv) Émissions de CFC-11 à l'échelle mondiale

45. À la 81^e réunion, un membre a exprimé son inquiétude, au point de l'ordre du jour traitant des « Questions diverses », quant à la hausse inattendue et persistante des émissions de CFC-11 à l'échelle mondiale, révélée dans une étude scientifique publiée dans le journal *Nature* du 16 mai 2018, malgré l'élimination déclarée de la production de CFC-11 au titre du Protocole de Montréal. Pour ces motifs, le Comité exécutif a prié le Secrétariat du Fonds de fournir, au besoin, des informations au Secrétariat de l'ozone, en conformité avec les lignes directrices, les procédures, les politiques et les décisions du Fonds multilatéral et du Protocole de Montréal, (décision 81/72).

46. Le Comité exécutif s'est de nouveau penché sur l'augmentation des émissions de CFC-11 à l'échelle mondiale à la 82^e réunion, en prenant en compte les éléments pertinents du document³³ préparé par le Secrétariat résumant les délibérations des Parties à la 40^e réunion du Groupe de travail à composition non limitée et de la trentième Réunion des Parties. Il a chargé le Secrétariat de remettre au Secrétariat de l'ozone, dans les meilleurs délais, l'information dont il a besoin pour offrir aux Parties à la 41^e réunion du Groupe de travail à composition non limitée, un aperçu des grandes lignes des procédures du Protocole et du Fonds multilatéral s'appliquant aux substances réglementées, en vertu desquelles les Parties analysent et assurent la conformité aux obligations du Protocole et aux conditions des accords conclus au titre du Fonds. Le Secrétariat du Fonds devait s'acquitter de cette tâche conformément aux lignes directrices, procédures, orientations et décisions du Fonds multilatéral et du Protocole de Montréal. Le Secrétariat a aussi été chargé d'élaborer un document pour examen par le Comité exécutif à sa 83^e réunion, qui comprendrait un aperçu des programmes actuels de suivi, établissement de rapports et vérification, et des programmes exécutoires d'octroi de permis et de quotas, incluant les exigences et les pratiques de remise de rapports au Comité exécutif élaborées grâce au soutien du Fonds multilatéral (décision 82/86).

³³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/70

47. [À compléter]

III. LES PROJETS, LEUR MISE EN ŒUVRE ET LEUR SUIVI

i) Réalisations du Fonds depuis sa création

48. ?? projets et activités (à l'exception des projets annulés et transférés) ont été approuvés depuis 1991, au moment d'écrire ces lignes. Bien que la quantité totale de SAO à éliminer par la mise en œuvre de ces projets représente ?? tonnes PAO, ?? tonnes PAO de SAO, au total, ont déjà été éliminées (consommation et production). La répartition sectorielle et géographique de tous les projets et activités, et des sommes approuvées depuis la création, est précisée dans le tableau ci-dessous :

| | Nombre de projets | Consommation de tonnes PAO approuvée* | Consommation de tonnes PAO éliminée* | Production de tonnes PAO approuvée* | Production de tonnes PAO éliminée* | Sommes approuvées* (\$US) |
|-----------------------------|-------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|---------------------------|
| Région | | | | | | |
| Afrique | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |
| Asie et Pacifique | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |
| Europe | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |
| Amérique latine et Caraïbes | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |
| Mondiale | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |
| Secteur | | | | | | |
| Aérosols | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |
| Destruction | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |
| Lutte contre les incendies | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |
| Mousses | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |
| Fumigènes | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |
| Halons | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |
| Multisectoriel | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |
| Autre | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |
| Agent de transformation | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |
| Plan d'élimination | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |
| Production | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |
| Réfrigération | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |
| Plusieurs | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |
| Solvants | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |
| Stérilisants | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |
| Total | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter | À compléter |

* Ne comprend pas les projets annulés et transférés, et comprend les coûts d'appui aux agences, s'il y a lieu.

49. Le Comité exécutif a approuvé une somme totale de ?? \$US depuis 1991, comprenant les coûts d'appui aux agences et ne comprenant pas les projets annulés et transférés, afin de réaliser l'élimination des SAO. Les sommes allouées aux agences bilatérales et d'exécution, et décaissées par celles-ci, pour l'ensemble des projets approuvés, sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

| Agence | Sommes approuvées* (\$US) | Coûts d'appui à l'agence* (\$US) | Sommes décaissées** (\$US) |
|-----------------|------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------|
| Bilatérales | À compléter | À compléter | À compléter |
| PNUD | À compléter | À compléter | À compléter |
| PNUE | À compléter | À compléter | À compléter |
| ONUDI | À compléter | À compléter | À compléter |
| Banque mondiale | À compléter | À compléter | À compléter |
| Total | À compléter | À compléter | À compléter |

* En date de ?? (ne comprend pas les projets annulés et transférés)

** En date de ?? (ne comprend pas les projets annulés et transférés)

ii) Projets et activités approuvés pendant la période visée par ce rapport

50. Le Comité exécutif a approuvé ?? projets et activités supplémentaires au cours de la période visée par ce rapport, pour une élimination prévue de ?? tonnes PAO de consommation et de production de HCFC et de ?? tonnes métriques de HFC, représentant la somme totale de ?? \$US, dont ?? \$US en coûts d'appui aux agences, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

| Agence | Sommes approuvées (\$US) | Coûts d'appui à l'agence (\$US) | Total (\$US) |
|-----------------|-----------------------------|------------------------------------|--------------|
| Bilatérales | À compléter | À compléter | À compléter |
| PNUD | À compléter | À compléter | À compléter |
| PNUE | À compléter | À compléter | À compléter |
| ONUDI | À compléter | À compléter | À compléter |
| Banque mondiale | À compléter | À compléter | À compléter |
| Total | À compléter | À compléter | À compléter |

Projets d'investissement

PGEH et PGEPH

51. Le Comité exécutif, à la 82^e réunion, a approuvé des tranches de la phase I et de la phase II des PGEH de 21 pays et des premières tranches de la phase II des PGEH de deux pays (Cameroun et Thaïlande) (décisions 82/53, 82/59 à 82/63 et 82/72 à 82/76).

52. [À compléter...]

53. Les engagements en principe associés aux phases I et II des PGEH approuvés depuis la création du Fonds représentent la somme de ?? \$US, comprenant les coûts d'appui aux agences.

Projets en lien avec les HFC

54. Le Comité exécutif a approuvé trois projets d'investissement autonomes sur les HFC à la 82^e réunion (décisions 82/77, 82/80 et 82/81) représentant globalement la somme de ?? \$US, comprenant les coûts d'appui aux agences (voir *Activités en cours concernant la consommation dans le secteur de la fabrication sous Projet de lignes directrices sur le financement de la réduction graduelle des HFC*, ci-dessus).

55. [À compléter...]

Activités ne portant pas sur des investissements

56. Les amendements au programme de travail du PNUD³⁴, du PNUE³⁵, de l'ONUDI³⁶ et de la Banque mondiale³⁷ pour l'année 2018 ont été approuvés à la 82^e réunion, parmi les projets proposés pour approbation générale (décision 82/53). Ils portaient sur le renouvellement des projets de renforcement des institutions, l'assistance technique pour la préparation des rapports de vérification, les activités de préparation des projets pour la phase II des PGEH et les activités de facilitation de la réduction progressive des HFC conformément à la décision 79/46.

57. [Le Comité exécutif a examiné les programmes de travail du PNUD³⁸, du PNUE³⁹ et de l'ONUDI⁴⁰ pour l'année 2019 à la 83^e réunion. À compléter...]

iii) Données relatives au programme de pays et perspectives de conformité

58. Le Comité exécutif a examiné des documents sur les données relatives au programme de pays et les perspectives de conformité à la 82^e [et la 83^e] réunion.⁴¹ [Il a pris note que ?? des ?? rapports de données relatives au programme de pays reçus pour l'année 2018 avaient été présentés en utilisant le programme de soumission en ligne, tout comme ?? rapports reçus pour l'année 2017. Les agences bilatérales et d'exécution ont été invitées à aider les pays visés à l'article 5 à corriger les contradictions entre les rapports sur les données relatives au programme de pays et les rapports de données soumises en vertu de l'article 7 pour l'année 2016 [et ??], et le Secrétariat a été chargé d'envoyer des lettres aux gouvernements des pays dont les rapports des données relatives au programme de pays n'ont pas été reçus, les exhortant de transmettre leurs rapports (décisions 82/7 et 83/??)].

iv) Évaluation

59. Le Comité exécutif, à la 82^e réunion, a pris note de l'évaluation de l'efficacité des agences d'exécution par rapport à leurs plans d'activités pour l'année 2017⁴² et du fait que toutes les agences avaient obtenu un résultat de l'évaluation quantitative de leur efficacité d'au moins 76 sur 100 pour l'année 2017. L'analyse des tendances a toutefois révélé que l'efficacité des agences d'exécution n'avait pas augmenté pour certains indicateurs en 2017 par rapport à 2016. Le Comité exécutif a demandé à l'ONUDI d'avoir des entretiens ouverts et constructifs avec les Bureaux nationaux de l'ozone du Botswana, du Malawi, du Pakistan, du Rwanda et de la Somalie sur les domaines dans lesquels leurs services ont été jugés peu satisfaisants et de faire rapport à la 83^e réunion sur les résultats de ces entretiens, et a encouragé les Bureaux nationaux de l'ozone à soumettre, sur une base annuelle et dans les délais impartis, leurs évaluations de l'efficacité qualitative des agences bilatérales et d'exécution, notant que, sur 144 pays, seulement 40 avaient remis les questionnaires pour 2017 (décision 82/8).

60. Le Comité exécutif, à la 82^e réunion, a pris note du rapport final de l'évaluation du secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération⁴³ et a invité les agences bilatérales et les agences d'exécution à appliquer, selon qu'il convient, les enseignements tirés des principales conclusions de l'évaluation du secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération (décision 82/9).

³⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/33

³⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/34

³⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/35

³⁷ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/36

³⁸ [UNEP/OzL.Pro/ExCom/83/17]

³⁹ [UNEP/OzL.Pro/ExCom/83/18]

⁴⁰ [UNEP/OzL.Pro/ExCom/83/19]

⁴¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/9 [et UNEP/OzL.Pro/ExCom/83/7]

⁴² UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/10

⁴³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/11

61. Toujours à la 82^e réunion, le Comité exécutif a approuvé le programme de travail de suivi et évaluation pour 2019 et le budget correspondant de 136 050 \$US, ainsi que le mandat de la deuxième phase de l'évaluation des projets de démonstration pilotes sur l'élimination définitive et la destruction des SAO (décision 82/10).⁴⁴ Le Comité exécutif a pris note que le programme de travail de suivi et évaluation de 2019 comprenait le prolongement de l'étude théorique sur l'évaluation des activités de préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC visant à aider à la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali.

62. [À compléter]

v) Rapport périodique au 31 décembre 2017

63. Le Comité exécutif, à la 82^e réunion, a pris note du rapport périodique global du Fonds multilatéral au 31 décembre 2017.⁴⁵ Il a pris note que les agences bilatérales et d'exécution présenteront à la 83^e réunion des rapports sur quatre projets connaissant des retards de mise en œuvre et sur 84 projets ou tranches en cours pour lesquels des rapports périodiques supplémentaires ont été demandés, et leur a rappelé que, conformément à la décision 77/8 l), les demandes de prorogation devront être soumises au Comité exécutif, pour approbation, avant la date d'achèvement du projet, en notant qu'aucun nouvel engagement ne devrait être pris avant que la prorogation ne soit approuvée. Le Comité exécutif a également demandé aux agences bilatérales et d'exécution de restituer les soldes la phase précédente, lorsque deux phases sont en cours, au plus tard dans les deux ans qui suivent l'approbation de l'étape la plus récente, conformément à la décision 77/8 i), et de présenter une mise à jour sur tous les pays qui n'ont pas soumis de demande de renouvellement de projets de renforcement des institutions depuis deux ans, avant la dernière réunion de chaque année (décision 82/11).

64. Le Comité exécutif a pris note des rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution à cette même réunion.⁴⁶ Il a approuvé le prolongement de trois projets et a annulé la préparation de quatre projets, de six tranches de la phase I de PGEH, le prolongement de deux projets de renforcement des institutions, un rapport de vérification sur la mise en œuvre du PGEH et trois projets faisant partie de plans nationaux d'élimination des SAO. De plus, il a approuvé diverses actions en lien avec des projets en cours comportant des questions spécifiques⁴⁷ et a chargé le Secrétariat, dans le contexte d'un projet de la première tranche de la phase I du PGEH de l'Algérie, d'envoyer une lettre au gouvernement de l'Algérie sollicitant son accord pour annuler le projet en question à la 83^e réunion (décisions 82/12 à 82/16).

65. [À compléter]

vi) Retards dans la soumission des tranches

66. Le Comité exécutif, à la 82^e réunion, a examiné le rapport sur les retards dans la soumission des tranches,⁴⁸ en notant que 40 des 91 activités liées aux tranches de PGEH devant être présentées à la 82^e réunion avaient été soumises à temps et le fait que les agences bilatérales et les agences d'exécution concernées avaient affirmé que la soumission tardive des tranches de PGEH dues pour la deuxième réunion de 2018 n'aurait aucune incidence (ou ne devrait pas en avoir) sur la conformité avec le Protocole de Montréal, et que rien n'indiquait que les pays visés soient en situation de non-conformité avec les mesures de réglementation du Protocole de Montréal. Le Secrétariat a été chargé d'écrire aux gouvernements concernés au sujet des décisions prises en ce qui a trait aux retards dans la soumission des tranches (décision 82/44).

⁴⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/13/Rev.1

⁴⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/14

⁴⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/15, UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/16 et Corr.1, UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/17 et Corr.1, UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/18 et Corr. 1 and UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/19

⁴⁷ Annexes III à VII du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/72

⁴⁸ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/24 et Corr.1

67. [À compléter]

vii) Rapports de situation et rapports sur les projets comportant des exigences particulières

68. Le Comité exécutif, à la 82^e réunion, a examiné un document sur les rapports de situation et les rapports de projets comportant des exigences particulières de remise de rapports⁴⁹ qui concernaient en particulier les PGEH des Bahamas, du Bangladesh, du Brésil, du Honduras, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Jordanie, de la Malaisie, des Maldives, du Mexique, du Qatar, de la Thaïlande, du Venezuela (République bolivarienne du) et du Viet Nam; l'utilisation temporaire d'une technologie à PRG élevé dans des projets approuvés (Liban, Mexique et Trinité-et-Tobago); des projets de démonstration sur des substances de remplacement à faible PRG pour les HCFC et des études de faisabilité sur le refroidissement urbain; l'élimination de la consommation et de la production de tétrachlorure de carbone en Inde; les projets d'élimination du bromure de méthyle en Argentine et en Chine; les rapports de vérification financière de six secteurs en Chine; un projet d'élimination définitive des résidus de SAO au Brésil; et des projets de refroidisseurs en cours (Brésil, région de l'Afrique et mondiaux).

69. Le Comité exécutif a pris note des rapports et a demandé plusieurs mesures de la part des pays, des agences bilatérales et d'exécution, et du Secrétariat (décisions 82/17 à 82/40).

70. Par exemple, en ce qui concerne les PGEH, le Comité exécutif a approuvé des demandes de prolongement de la phase I des PGEH du Bangladesh et de la Jordanie, à certaines conditions dans les deux cas. Il a aussi accepté de reporter la date d'achèvement de la phase I du PGEH de l'Indonésie, à certaines conditions, et la date d'achèvement de la phase I du PGEH du Qatar, tout en approuvant le plan de mise en œuvre de la tranche 2018-2019 de la phase I du PGEH de ce pays. Le Comité exécutif a approuvé le retrait du plan du secteur de la mousse de polyuréthane de la phase II du PGEH pour la République bolivarienne du Venezuela, ainsi qu'un changement de technologie dans une entreprise du Viet Nam, en précisant que l'entreprise ne serait admissible à aucun financement supplémentaire de la part du Fonds multilatéral.

71. Le Comité exécutif a demandé au gouvernement de l'Indonésie et au PNUE de continuer à examiner des mécanismes d'introduction de substances de remplacement à faible PRG dans le secteur de la fabrication d'équipement de réfrigération et de climatisation, et de mettre en œuvre des mesures favorisant cette introduction, et a approuvé à titre exceptionnel la réaffectation des économies provenant de la reconversion d'une entreprise à une assistance technique pour faciliter la fabrication d'équipement à base de HFC-32 dans une entreprise ayant reçu de l'assistance à la phase I du PGEH du pays. De plus, le gouvernement du Mexique, le PNUD et l'ONUDI ont été invités à inclure certaines informations dans le rapport périodique subséquent sur la phase I du PGEH de ce pays.

72. En ce qui concerne l'utilisation temporaire d'une technologie à PRG élevé dans les projets approuvés, le Comité exécutif a demandé au PNUD de continuer à aider le gouvernement du Liban à s'assurer de l'approvisionnement d'une technologie de remplacement à faible PRG et à remettre un rapport sur l'état de la reconversion de deux entreprises à chaque réunion, jusqu'à ce que la technologie choisie initialement ou une autre technologie à faible PRG ait été entièrement implantée, en plus d'un compte rendu de la part des fournisseurs sur les progrès accomplis pour rendre la technologie choisie disponible commercialement au pays. Le PNUD a aussi été invité à remettre à la 83^e réunion, un rapport sur les progrès accomplis et l'état de la mise en œuvre de la reconversion, y compris la répartition du financement, dans les entreprises restantes. De plus, le PNUD a été fermement invité à remettre à la 83^e réunion un rapport de situation sur l'utilisation de formiate de méthyle et de l'agent de gonflage de remplacement utilisé par l'entreprise de Trinité-et-Tobago ayant reçu l'assistance du Fonds multilatéral à la phase I du PGEH du pays. Entre-temps, le Comité exécutif a pris note des efforts déployés par le gouvernement du Mexique et l'ONUDI pour mettre fin à l'utilisation temporaire de la technologie à PRG élevé et introduire la

⁴⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/20

technologie à faible PRG approuvée dans toutes les applications de l'entreprise bénéficiaire à la phase II du PGEH pour le pays.

73. Quant aux projets de démonstration, le Comité exécutif a annulé le volet du projet de démonstration mondial sur la qualité, le confinement et l'introduction de frigorigènes à faible PRG dans les régions de l'Afrique de l'Est et des Caraïbes, mis en œuvre par le PNUE, et a reporté la date d'achèvement du volet mis en œuvre par l'ONUDI de ce même projet, étant entendu qu'aucun autre report ne serait demandé. De plus, le Comité exécutif a reporté la date d'achèvement de projet du volet du projet de démonstration mondial sur l'introduction d'une technologie de réfrigération trans-critique à base de CO₂ pour les supermarchés mis en œuvre en Argentine, étant entendu qu'aucun autre report de projet ne serait demandé. Il a aussi reporté la date d'achèvement du volet de la Tunisie. L'ONUDI a été invité à remettre un rapport sur l'efficacité énergétique du projet d'ici la 86^e réunion. Par ailleurs, le Comité exécutif a invité les agences bilatérales et d'exécution à prendre en compte le rapport final du projet de démonstration sur les compresseurs semi-hermétiques à vis à fréquence convertible à base d'ammoniac dans l'industrie de la réfrigération industrielle et commerciale à Fujian Snowman Co. Ltd. en Chine lorsqu'elles aident des pays visés à l'article 5 à préparer des projets de fabrication de ce type de compresseurs.

74. En ce qui a trait aux études de faisabilité sur le refroidissement urbain, le Comité exécutif a encouragé les gouvernements de l'Égypte et du Koweït, par l'entremise du PNUE et de l'ONUDI, à remettre à une future réunion des informations à jour sur les mesures prises à la suite de l'étude de faisabilité et a chargé le Secrétariat de continuer à publier sur son site Web les résultats des études de faisabilité sur le refroidissement urbain réalisées à ce jour et à communiquer les résultats des études par le biais de produits de communication dédiés tels que des fiches d'information, conformément à la décision 81/16.

75. En ce qui concerne l'élimination de la consommation et de la production de tétrachlorure de carbone en Inde, le Comité exécutif a pris note que le gouvernement de l'Inde continuera à assurer le suivi de la production et de l'utilisation du tétrachlorure de carbone, afin de garantir la conformité aux mesures d'élimination de la consommation et de la production de tétrachlorure de carbone à des fins réglementées. Le Comité exécutif a exhorté les agences d'exécution de remettre un rapport d'achèvement de projet avant la fin de 2018.

76. Quant à l'élimination du bromure de méthyle, le Comité exécutif a reporté la date d'achèvement du plan du secteur de la production de bromure de méthyle et a demandé au gouvernement de la Chine, par l'entremise de l'ONUDI, de remettre divers rapports et des informations sur ce plan de secteur et le plan national du pays pour l'élimination du bromure de méthyle.

77. En ce qui concerne les plans sur les refroidisseurs en cours, le Comité exécutif a demandé la remise des rapports d'achèvement de projet connexes et le retour des soldes impayés, et a reporté la date d'achèvement du volet du projet mondial de remplacement des refroidisseurs de l'Argentine.

78. [À compléter...]

viii) Projets pilotes d'élimination définitive des SAO

79. Le Comité exécutif, à la 82^e réunion, a pris note du rapport de synthèse sur les projets pilotes d'élimination définitive des SAO⁵⁰ préparé conformément à la décision 79/18 e) sur les projets comportant des exigences particulières de remise de rapports. Le Comité exécutif a aussi demandé aux agences bilatérales et d'exécution d'appliquer, selon qu'il convient, les constatations et les recommandations du rapport de synthèse sur les projets de démonstration pilotes sur l'élimination des SAO (décision 82/41).

⁵⁰ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/21

ix) Rapports d'achèvement de projet

80. A la 82^e réunion, le Comité exécutif a pris note du rapport d'achèvement de projet global de 2018.⁵¹ Il a exhorté les agences bilatérales et d'exécution de présenter à la 83^e réunion les rapports d'achèvement de projet pour les accords pluriannuels et les projets individuels attendus et, si elles ne pouvaient les présenter, d'en donner les raisons; les agences principales et les agences de coopération à coordonner étroitement leur travail visant à finaliser leur partie des rapports d'achèvement de projet, afin de permettre à l'agence d'exécution principale de présenter les rapports d'achèvement de projet terminés conformément au calendrier; et les agences bilatérales et les agences d'exécution à entrer des enseignements tirés bien rédigés et complets lors de la présentation de leurs rapports d'achèvement de projet. Le Comité exécutif a aussi invité toutes les parties participantes à la préparation et à la mise en œuvre des accords pluriannuels et des projets individuels à tenir compte des enseignements tirés des rapports d'achèvement de projet, le cas échéant, lors de la préparation et de la mise en œuvre des projets futurs (décision 82/42).

81. [À compléter]

x) Programmes d'encouragement destinés aux utilisateurs au titre des PGEH

82. Le Comité exécutif, à la 82^e réunion, a chargé le Secrétariat de compiler des informations sur les programmes d'encouragement destinés aux utilisateurs (aussi appelés projets de démonstration, projets pilotes, programmes d'encouragement et autres) financés au titre des PGEH approuvés et de remettre à la 84^e réunion, un rapport comprenant de l'information sur les activités approuvées, telles que les quantités à éliminer, le financement, le cofinancement à fournir, le nombre de bénéficiaires, le secteur et l'assistance technique connexe; l'état des programmes, y compris des informations sur les retards, s'il y a lieu; et les décisions du Comité exécutif d'intérêt pour la reconversion des utilisateurs, ayant un rapport aux programmes d'encouragement des utilisateurs approuvés dans le cadre des PGEH (décision 82/54).

xi) Suivi, remise de rapports, vérification et application au titre de la phase I du PGEH pour la Chine

83. Le Comité exécutif, à la 82^e réunion, a pris note des rapports périodiques⁵² sur la phase I du PGEH de la Chine, plus particulièrement la mise en œuvre de la cinquième tranche du plan du secteur de la mousse de polystyrène extrudé; la cinquième tranche du plan du secteur de la mousse de polyuréthane rigide; le plan du secteur de la réfrigération et de la climatisation commerciales et industrielles; le plan du secteur des climatiseurs individuels; le plan du secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération et le plan national de facilitation. Il a demandé au Trésorier de soustraire plusieurs futurs transferts aux agences d'exécution chargés de la mise en œuvre, des intérêts accumulés par le gouvernement de la Chine sur des sommes déjà reçues et a approuvé des prolongations de périodes de mise en œuvre pour le plan du secteur de la mousse de polyuréthane rigide, le plan du secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération et le programme national de facilitation, étant entendu qu'aucune autre prolongation ne serait accordée. Le gouvernement de la Chine et la Banque mondiale ont été invités à préparer une étude théorique sur le programme actuel de suivi de la consommation d'agents de gonflage de la mousse dans les entreprises ayant reçu de l'assistance à la phase I du PGEH et la méthode de vérification qui comprenait un échantillonnage aléatoire afin de déterminer si les SAO déjà éliminées avaient été ou étaient consommées dans ces entreprises (décisions 82/64 à 82/70).

84. [À compléter]

⁵¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/22

⁵² UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/45 et Corr.1

xii) Coûts d'appui aux agences et révision de l'Accord sur la phase II du PGEH de la Chine

85. Le Comité exécutif, à la 81^e réunion, s'est penché sur le niveau des coûts d'appui aux agences du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale associés à la deuxième et aux futures tranches des plans de secteur pertinents de la phase II du PGEH et le besoin probable de réviser l'Accord pour la phase II du PGEH de la Chine.⁵³ Il a décidé de rajuster à 7 pour cent les coûts d'appui aux agences, associés aux deuxièmes et futures tranches de tous les plans sectoriels de la phase II PGEH pour la Chine, pour le PNUD, l'ONUDI et la Banque mondiale, et d'approuver des coûts additionnels d'appui aux agences à l'ONUDI pour la deuxième tranche du plan du secteur de la mousse de polystyrène extrudé et au PNUD pour les deuxièmes tranches des plans des secteurs de la réfrigération industrielle et commerciale et des solvants, approuvés à la 80^e réunion (décision 81/45). Le Comité exécutif prévoyait réviser, à la 82^e réunion, l'Accord entre le gouvernement de la Chine et le Comité exécutif pour la mise en œuvre de la phase II du PGEH.

86. Le Comité exécutif, à la 82^e réunion, a demandé au gouvernement de la Chine de remettre à la 83^e réunion, par l'entremise de l'agence d'exécution concernée, une analyse des programmes actuels de suivi, d'établissement de rapports et d'application correspondant aux accords entre le pays et le Comité exécutif concernant le PGEH et le PGEPH, comprenant les détails sur la structure organisationnelle et les capacités nationales et locales démontrant comment la pérennité de l'élimination des HCFC dans les secteurs de la consommation et de la production était maintenue, ainsi que les efforts déployés pour lutter contre le commerce illicite de ces substances. Le gouvernement de la Chine a été invité à remettre à la même réunion un rapport périodique sur les mesures prises pour renforcer les mesures législatives sur les SAO et l'application de ces mesures en Chine (décision 82/71). Par conséquent, l'examen des troisièmes tranches du plan du secteur de la mousse de polystyrène extrudé, du plan du secteur de la réfrigération et de la climatisation industrielles et commerciales, du plan du secteur de l'entretien de l'équipement de réfrigération, et du plan national de facilitation et du plan du secteur des solvants au titre de la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC de la Chine a été reporté à la 83^e réunion.

87. [À compléter]

IV. PLANIFICATION DES ACTIVITÉS, ET QUESTIONS FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES

i) État des contributions et des décaissements

88. Le revenu total du Fonds multilatéral, comprenant les paiements en espèces, les billets à ordre détenus, les contributions bilatérales, les intérêts accumulés et les revenus divers, s'élevait à ?? \$US au ??, et le total des affectations, comprenant les charges estimatives, s'élevait à ?? \$US. Le solde disponible était donc de ?? \$US au ??.

89. La répartition annuelle des contributions par rapport aux contributions annoncées est indiquée dans le tableau ci-dessous :

| Année | Contributions annoncées (\$US) | Total des paiements (\$US) | Arriérés/contributions en souffrance (\$US) |
|-----------|--------------------------------|----------------------------|---|
| 1991-1993 | À compléter | À compléter | À compléter |
| 1994-1996 | À compléter | À compléter | À compléter |
| 1997-1999 | À compléter | À compléter | À compléter |
| 2000-2002 | À compléter | À compléter | À compléter |
| 2003-2005 | À compléter | À compléter | À compléter |
| 2006-2008 | À compléter | À compléter | À compléter |
| 2009-2011 | À compléter | À compléter | À compléter |

⁵³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/29

| Année | Contributions annoncées (\$US) | Total des paiements (\$US) | Arriérés/contributions en souffrance (\$US) |
|--------------|--------------------------------|----------------------------|---|
| 2012-2014 | À compléter | À compléter | À compléter |
| 2015-2017 | À compléter | À compléter | À compléter |
| 2018-2019 | À compléter | À compléter | À compléter |
| Total | À compléter | À compléter | À compléter |

Remarque : Ne comprend pas la contribution en litige de ?? \$US

90. Le revenu total provenant des contributions annoncées inscrit dans les comptes du Trésorier s'élève à 25 513 071 \$US, comme mentionné au paragraphe 11, ci-dessus.

Intérêts perçus au cours de la période triennale 2018-2020

91. Les intérêts accumulés à ce jour au cours de la période triennale 2018-2020 consignés dans les comptes du Trésorier étaient de ?? \$US.

Mécanisme de taux de change fixe

92. La perte [le gain] cumulatif [ve] associé [e] au mécanisme de taux de change fixe depuis sa création était de ?? \$US au ??.

Contributions impayées et retour des soldes

93. Le Comité exécutif, à la 82^e réunion, a exhorté toutes les Parties de verser l'intégralité de leurs contributions au Fonds multilatéral dans les meilleurs délais possible et a demandé au Chef du Secrétariat et au Trésorier de faire le suivi auprès des Parties contributrices ayant des contributions en souffrance depuis une ou plusieurs périodes triennales et à faire rapport à la 83^e réunion (décision 82/1).

94. Le Comité exécutif a pris note du retour de sommes à la 82^e réunion et a demandé aux agences bilatérales et d'exécution de décaisser les soldes engagés ou d'annuler les engagements devenus inutiles pour les projets achevés et les projets achevés « par décision » du Comité exécutif et de retourner les soldes à la 83^e réunion; au PNUE et à l'ONUDI de restituer les soldes de projets d'enquête sur les substances de remplacement des SAO avant la 83^e réunion, conformément à la décision 80/75 c) i), et au Trésorier d'effectuer le suivi auprès du gouvernement de la France concernant le retour, en espèces, des sommes, des coûts d'appui aux agences et des intérêts accumulés à restituer (décision 82/2).

95. [À compléter]

ii) Coopération bilatérale

96. Le Comité exécutif, à la 82^e réunion, a approuvé des demandes de soustraction des fonds des gouvernements de l'Allemagne et de la France pour la somme de 4 963 618 \$US (décision 82/56) [et des demandes des gouvernements de ?? ont été approuvées pour la somme de ?? \$US à la 83^e réunion (décision 83/??), ce qui porte la somme totale de la coopération bilatérale à ?? \$US (comprenant les coûts d'appui à l'agence), c'est-à-dire environ ?? pour cent des sommes approuvées, depuis la création du Fonds multilatéral.]

iii) Plan d'activités de 2018-2020

97. Le Comité exécutif, à la 82^e réunion, a pris note du compte rendu sur l'état de la mise en œuvre du plan d'activités général du Fonds multilatéral pour la période 2018-2020⁵⁴, et du fait que 4 120 570 \$US

⁵⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/23

en activités de réduction progressive des HFC ont été présentés à la 82^e réunion, dont 2 959 457 \$US qui n'ont pas été inclus dans les plans d'activités pour la période 2018-2020 (décision 82/43).

iv) Plan d'activités de 2019-2021

98. Le Comité exécutif, à la 82^e réunion, a également pris note du plan d'activités général du Fonds multilatéral pour 2019 – 2021,⁵⁵ rajusté selon la proposition du Secrétariat par l'ajout au plan d'activités de 2019 des PGEH du plan d'activités de 2018 qui avait été reportés à la 82^e réunion et en tenant compte des valeurs approuvées en principe pour les nouveaux PGEH à la 82^e réunion. Le Comité exécutif a aussi décidé de permettre l'inclusion de la phase III des PGEH dans le plan d'activités général, uniquement pour les pays dont on avait approuvé la phase II d'un PGEH pour respecter l'objectif de réduction d'ici 2020 et de la préparation de projet pour la phase III des PGEH pour les pays dont la phase II du PGEH allait au-delà de 2020, en étant entendu que des demandes de préparation de projet ne seraient pas présentées moins de deux ans avant la date d'achèvement de la phase II du PGEH (décision 82/45).

99. Le Comité exécutif a pris note des plans d'activités des agences bilatérales et d'exécution⁵⁶ et approuvé les indicateurs d'efficacité des agences d'exécution (décisions 82/46 à 82/49).

100. [À compléter]

v) Programme d'aide à la conformité

101. Le Comité exécutif, à la 82^e réunion, a examiné le plan de travail et le budget⁵⁷ du Programme d'aide à la conformité du PNUE avant d'en approuver une version révisée,⁵⁸ représentant la somme de 9 974 000 \$US, plus les coûts d'appui d'agence de huit pour cent, s'élevant à 797 920 \$US. Il a aussi demandé au PNUE, dans les futures présentations du budget du Programme d'aide à la conformité, de continuer à fournir des informations détaillées sur les activités pour lesquelles les fonds mondiaux seraient utilisés, de prolonger la priorisation du financement des postes budgétaires du Programme d'aide à la conformité afin d'accommoder les priorités évolutives, et de fournir des détails sur les redistributions faites conformément aux décisions 47/24 et 50/26, de rendre compte des niveaux actuels des postes et d'informer le Comité exécutif sur tout changement apporté, particulièrement en lien avec toute hausse des affectations budgétaires, et de prévoir un budget pour l'année en question et un rapport sur les coûts engagés pour l'année qui précède l'année dernière (décision 82/57).

vi) Coûts de base du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale

102. Le Comité exécutif, à la 82^e réunion, a approuvé le financement des coûts de base de 2019⁵⁹ pour la somme de 2 083 871 \$US pour le PNUD, 2 083 871 \$US pour l'ONUDI et 1 735 000 \$US pour la Banque mondiale, prenant note avec satisfaction du fait que les coûts de base de la Banque mondiale se situaient sous le niveau budgété, et que la Banque avait restitué le solde inutilisé au Fonds multilatéral à la 82^e réunion (décision 82/58).

vii) Examen du régime des coûts administratifs : tâches et coûts des Bureaux de gestion de programme

103. Le Comité exécutif, à la 82^e réunion, a examiné un document⁶⁰ sur l'analyse des tâches et des coûts associés aux Bureaux de gestion de programme et de la mesure dans laquelle les agences confient des tâches administratives aux autres institutions. Il a chargé le Secrétariat de préparer pour la 83^e réunion, en

⁵⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/25

⁵⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/26 à UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/30

⁵⁷ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/37

⁵⁸ Annexe VIII au document UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/72

⁵⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/38 et Corr. 1

⁶⁰ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/63

consultation avec les agences d'exécution, un document offrant une analyse détaillée par pays des Bureaux de gestion de programme, des projets de renforcement des institutions et des agences d'exécution, notamment en ce qui concerne les activités et le financement au titre du Programme d'aide à la conformité du PNUE, des coûts de base du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale et des autres éléments du régime des coûts administratifs, et des informations sur les vérifications indépendantes nationales. Il a également demandé aux pays visés à l'article 5, par l'entremise des agences bilatérales et d'exécution pertinentes, de préciser les rôles et les responsabilités des Bureaux de gestion de programme et des Bureaux nationaux de l'ozone à l'Appendice 5-A lors de la mise au point de leur accord avec le Comité exécutif en rapport avec le plan national pluriannuel d'élimination des substances réglementées (décision 82/82).

104. [À compléter]

viii) Comptes du Fonds multilatéral

105. Le Comité exécutif, à la 82^e réunion, a pris note des états financiers du Fonds multilatéral au 31 décembre 2017⁶¹, préparés conformément aux normes comptables internationales du secteur public. Le Comité exécutif a demandé au Trésorier d'inscrire dans les comptes de 2018 du Fonds multilatéral les différences entre les états financiers provisoires et finaux des agences d'exécution pour 2017 (décision 82/4).

106. Le Comité exécutif a également pris note du rapprochement des comptes de 2017⁶², des éléments de rapprochement non réglés de 2017, et de plusieurs éléments de rapprochement, et a demandé au Trésorier et aux agences d'exécution concernées d'effectuer un certain nombre de rajustements et de prendre des mesures s'y rapportant (décision 82/5).

107. [À compléter]

ix) Budgets du Secrétariat du Fonds

108. Le Comité exécutif, à la 82^e réunion, a pris note des budgets du Secrétariat du Fonds approuvé pour 2018, révisés pour 2019 et 2020 et proposé pour 2021⁶³. Il a approuvé⁶⁴ les budgets révisés de 2019 et de 2020, et le budget proposé pour 2021, à partir du budget révisé de 2020, qui comprend deux réunions du Comité exécutif et une augmentation de trois pour cent des coûts de personnel (décision 82/6).

x) Activités du Secrétariat du Fonds

109. Au cours de la période visée par le rapport, le Secrétariat a pris des mesures⁶⁵ découlant des décisions prises par le Comité exécutif lors de réunions précédentes; préparé des documents et fourni des services de conférence; et a continué à entretenir des liens avec d'autres accords multilatéraux sur l'environnement et organisations pertinentes. En plus des documents préparés traditionnellement pour les réunions du Comité exécutif, le Secrétariat a également préparé des documents sur les questions d'orientation abordées ci-dessus.

110. Au cours de la période visée par le rapport, le Secrétariat a analysé et examiné ?? demandes de financement et présenté des observations et des recommandations pour examen par le Comité exécutif. Le niveau de financement de ?? \$ US présenté aux fins d'approbation a finalement été modifié à ?? \$US après l'examen des projets.

⁶¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/6

⁶² UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/7

⁶³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/8

⁶⁴ Annexe II au document UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/72

⁶⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/2 [et UNEP/OzL.Pro/ExCom/83/2]

Annex I

**DOCUMENTS CONSIDERED AND DECISIONS TAKEN BY THE EXECUTIVE COMMITTEE IN
RELATION TO MATTERS ARISING FROM THE KIGALI AMENDMENT**

| Document number | Title | Decisions |
|-------------------|---|---|
| ExCom/77/70/Rev.1 | Issues relevant to the Executive Committee arising from the Twenty-eighth Meeting of the Parties to the Montreal Protocol | <p>77/59: Following the report of the convenor of the contact group, the Executive Committee <u>decided</u>:</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) To hold a four-day special meeting early in 2017 to address matters related to the Kigali Amendment to the Montreal Protocol arising from decision XXVIII/2 of the Meeting of the Parties, and potential additional contributions to the Multilateral Fund; (b) To request the Secretariat to prepare a document containing preliminary information in response to the elements in decision XXVIII/2 of the Twenty-Eighth Meeting of the Parties that requested the Executive Committee to take action, and addressing the following issues: <ul style="list-style-type: none"> (i) Available information on HFC consumption and production, as well as on HFC-23 by-product, including from surveys of ODS alternatives funded by the Multilateral Fund and other sources; (ii) The enabling activities required to assist Article 5 countries in commencing their reporting and regulatory activities in relation to the HFC-control measures; (iii) Key aspects related to HFC-23 by-product-control technologies; (iv) Identification of the issues that the Executive Committee might want to consider in relation to existing HCFC phase-out activities; (v) Information relevant to the development of the cost guidelines requested from the Executive Committee; (c) To invite Executive Committee members of the 77th meeting to share relevant information with the Secretariat on, but not limited to, the elements listed in sub-paragraphs (b)(i) to (v) above, no later than 31 January 2017 on an exceptional basis owing to the limited time until the end of 2016; (d) With respect to the intended US \$27 million fast-start contributions in 2017 from some of the non-Article 5 Parties: <ul style="list-style-type: none"> (i) To accept, with appreciation, the additional contributions announced by a number of non-Article 5 Parties to provide fast-start support for implementation of the Kigali Amendment, noting that such funding was one-time in nature and would not displace donor contributions; (ii) That the additional contributions mentioned in sub-paragraph (d)(i) above should be made available for Article 5 countries that had an HFC consumption baseline year between 2020 and 2022 and that had formally indicated their intent to ratify the Kigali Amendment and take on early HFC phase-down obligations in order to support their enabling activities, such as capacity building and training in handling HFC alternatives, Article 4B licensing, reporting, and project preparation activities, taking into account, but not restricted to, relevant guidelines and decisions of the Executive Committee; (iii) To request the Secretariat to develop a document describing possible procedures for countries identified in sub-paragraph (d)(ii) above in accessing the additional fast-start contributions for enabling activities; (iv) That the Treasurer would communicate with contributing non-Article 5 countries on procedures for making the additional contributions available to the Multilateral Fund for the purpose of early action in respect of the Kigali Amendment; |

| | | |
|-----------------------|--|--|
| | | <p>(v) That the Secretariat would report to the Executive Committee on the additional fast-start contributions received separately from the pledged contributions to the Multilateral Fund; and</p> <p>(e) To request the Secretariat to prepare an agenda for the special meeting referred to in sub-paragraph (a) above based on the issues identified in sub-paragraphs (b) to (d) above.</p> |
| ExCom/78/3 and Corr.1 | Status of additional contributions to the Multilateral Fund | <p>78/1: The Executive Committee <u>decided</u>:</p> <p>(a) To note the report by the Treasurer on the status of the additional contributions to the Multilateral Fund as contained in documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/3 and Corr.1;</p> <p>(b) Further to note with appreciation the status of pledged additional contributions distributed among the 16 non-Article 5 parties to provide fast-start support for implementation of the Kigali Amendment; and</p> <p>(c) To request the Treasurer to report to the Executive Committee on the additional contributions received for fast-start support separately from the other pledged contributions to the Multilateral Fund at the 79th meeting.</p> |
| ExCom/78/4 and Corr.1 | Available information on HFC consumption and production in Article 5 countries | <p>78/2: The Executive Committee <u>decided</u>:</p> <p>(a) To note the report on the available information on HFC consumption and production in Article 5 countries contained in documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/4 and Corr.1;</p> <p>(b) To urge bilateral and implementing agencies to work with relevant Article 5 countries to complete and submit, no later than 8 May 2017, as many ODS alternatives survey reports as possible; and</p> <p>(c) To request the bilateral and implementing agencies to return to the 81st meeting unspent balances for those surveys of ODS alternatives that had not been submitted to either the 79th or 80th meeting of the Executive Committee.</p> |
| ExCom/78/5 and Corr.1 | Information relevant to the development of the cost guidelines for the phase-down of HFCs in Article 5 countries: Draft criteria for funding | <p>78/3: Following the comprehensive discussions on information relevant to the development of the cost guidelines for the phase-down of HFCs in Article 5 countries, the Executive Committee <u>decided</u>:</p> <p>(a) To take note of the information relevant to the development of the cost guidelines for the phase-down of HCFCs in Article 5 countries: draft criteria for funding contained in documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/5 and Corr.1;</p> <p><u>In relation to flexibility in implementation that enables parties to select their own strategies and priorities in sectors and technologies</u></p> <p>(b) To include paragraph 13 of decision XXVIII/2 in the relevant section of the draft template of the cost guidelines for the phase-down of HFCs contained in Annex I to [document UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/11];</p> <p><u>In relation to the cut-off date for eligible capacity</u></p> <p>(c) To include paragraph 17 of decision XXVIII/2 in the relevant section of the draft template of the cost guidelines for the phase-down of HFCs contained in Annex I to [document UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/11];</p> <p><u>In relation to second and third conversions</u></p> <p>(d) To include paragraph 18 of decision XXVIII/2 in the relevant section of the draft template of the cost guidelines for the phase-down of HFCs contained in Annex I to [document UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/11];</p> <p><u>In relation to sustained aggregate reductions in HFC consumption and production</u></p> <p>(e) To continue discussions on:</p> <p>(i) The methodology for determining the starting point, including whether it would be expressed in CO₂ equivalents, metric tonnes, or both;</p> |

| | | |
|------------|---|---|
| | | <p>(ii) The inclusion of paragraph 19 of decision XXVIII/2 in the relevant section of the draft template of the cost guidelines for the phase-down of HFCs;</p> <p><u>In relation to eligible incremental costs</u></p> <p><i>For the consumption manufacturing sector</i></p> <p>(f) In accordance with paragraph 15(a) of decision XXVIII/2, to make the following categories of costs eligible and to include them in the cost calculation associated with the phase-down of HFCs in the consumption manufacturing sector contained in Annex I to [document UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/11]:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Incremental capital costs (ICCs); (ii) Incremental operating costs (IOCs) for a duration to be determined by the Executive Committee; (iii) Technical assistance activities; (iv) Research and development, when required to adapt and optimize alternatives to HFCs with low- or zero-global warming potential; (v) Costs of patents and designs, and incremental costs of royalties, when necessary and cost-effective; (vi) Costs of the safe introduction of flammable and toxic alternatives; <p>(g) To consider approving a limited number of HFC-related projects in the manufacturing sector only, without prejudice to different kinds of technology, no later than at the first meeting of 2019, to allow the Committee to gain experience in the ICCs and IOCs that might be associated with phasing down HFCs in Article 5 countries, on the understanding: that any Article 5 country that submitted a project should have ratified the Kigali Amendment or submitted a formal letter indicating the government's intention to ratify the Amendment; that no further funding would be available until the instrument of ratification had been received by the depositary at the Headquarters of the United Nations in New York; and that any amount of HFC reduced as a result of the project would be deducted from the starting point;</p> <p>(h) To consider costs and savings related to opportunities for further avoiding HFCs in HCFC phase-out activities and how they could be addressed; and</p> <p><u>For the other matters discussed in relation to documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/5 and Corr.1</u></p> <p>(i) To request the Secretariat to prepare a document containing the elements of decision XXVIII/2 presented by the Chair of the Executive Committee in his written summary of discussions on agenda item 6(a), Information relevant to the development of the cost guidelines for the phase-down of HFCs in Article 5 countries, at the 78th meeting, for further consideration by the Executive Committee at its 79th meeting, including a summary of the issues pending, such as eligible incremental costs (consumption manufacturing, production sector, refrigeration servicing sector, and other costs), energy efficiency, capacity building to address safety, disposal and eligibility of Annex F substances subject to high-ambient-temperature exemptions.</p> |
| ExCom/78/6 | Information relevant to the development of the cost guidelines for the phase-down of HFCs in Article 5 countries: Enabling activities | <p>78/4: Following a discussion, the Executive Committee <u>decided</u>:</p> <p>(a) To request the Secretariat to prepare a document providing draft guidelines on enabling activities for consideration by the Executive Committee at its 79th meeting, taking into account the discussions on the matter at the 78th meeting; and</p> |
| ExCom/78/7 | Information relevant to the development of the cost guidelines for the phase-down of HFCs in Article 5 | <p>(b) To consider increasing funding for institutional strengthening at a future meeting in accordance with paragraph 20 of decision XXVIII/2.</p> |

| | | |
|------------------------|---|--|
| | countries: Institutional strengthening | |
| ExCom/78/8 | Identification of issues to be considered in relation to existing HCFC phase-out activities | Following the discussion, the Executive Committee took note of document UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/8 on identification of issues to be considered in relation to existing HCFC phase-out activities. |
| ExCom/78/9 and Corr.1 | Key aspects related to HFC-23 by-product control technologies | <p>78/5: Following a discussion in the contact group, the Executive Committee <u>decided</u>:</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) To take note of the key aspects related to HFC-23 by-product-control technologies contained in documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/9 and Corr.1; (b) To note the urgency of taking action to enable Article 5 countries to meet the HFC-23 reporting and control obligations by 1 January 2020; (c) To reiterate, through the World Bank, its request to the Government of China that it provide to the 79th meeting reports on the status of the studies on “HFC-23 conversion/pyrolysis technologies” and on “investigation on reducing HFC-23 by-product ratio using best practices” that had been funded through the HCFC production phase-out management plan; (d) To invite all relevant HCFC-22 producing parties to provide to the Secretariat, on a voluntary basis, information on quantities of HFC-23 in facilities producing HCFC-22 as well as their experience in controlling and monitoring HFC-23 by-product emissions, including relevant policies and regulations and the related costs, no later than 15 May 2017; (e) To request the Secretariat to continue to explore whether there were HFC- or other HCFC-producing facilities in any party that generated HFC-23 emissions and to report back to the Executive Committee by 31 May 2018; (f) To request the Secretariat to submit an updated document of key aspects related to HFC-23 by-product control technologies to the 79th meeting, including: <ul style="list-style-type: none"> (i) Information relevant to the cost of closure of HCFC-22 production swing plants; (ii) A description of existing policies and regulations supporting the control and monitoring of HFC-23 emissions and requirements for sustaining those measures in Article 5 countries; (iii) Further analysis of methods to control HFC-23 emissions based on the additional information provided by Executive Committee members and any other available information to the Secretariat, including information from the Clean Development Mechanism; (iv) The current levels of HCFC-22 production and HFC-23 emissions, and information on management practices, per line, in each facility in Article 5 and non-Article 5 countries, including information on approved monitoring methodologies under the United Nations Framework Convention on Climate Change; and (v) Exploration of possible options for monitoring HFC-23 emissions, such as those approved for continuous monitoring under the United Nations Framework Convention on Climate Change, including the associated costs; and (g) To consider the need for a desk and field study at the 79th meeting. |
| ExCom/78/10 and Corr.1 | Draft procedures for Article 5 countries that have HFC consumption baseline years from 2020 to 2022 in accessing additional contributions for enabling activities | The Executive Committee therefore agreed to defer further consideration of the matter to its 79 th meeting. |
| ExCom/79/44 and Corr.1 | Status of additional contributions to the | 79/42: The Executive Committee <u>decided</u> : |

| | | |
|------------------------|--|---|
| | Multilateral Fund (decision 78/1(c)) | <p>(a) To note the report by the Treasurer on the status of additional contributions to the Multilateral Fund (decision 78/1(c)) contained in documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/44 and Corr.1, and as orally amended during the meeting;</p> <p>(b) Further to note with appreciation the six non-Article 5 countries that had made payments to provide fast-start support for the implementation of the HFC phase-down: Denmark, Finland, Ireland, Italy, Luxembourg and New Zealand; and</p> <p>(c) To request the Treasurer, at the 80th meeting, to report to the Executive Committee on the status of the additional contributions for fast-start support separately from other pledged contributions to the Multilateral Fund.</p> |
| ExCom/79/45 and Corr.1 | Overall analysis of the results of the surveys on ODS alternatives (decision 74/53) | <p>79/43: The Executive Committee <u>decided</u>:</p> <p>(a) To note the overall preliminary analysis of the results of the surveys of ODS alternatives (decision 74/53) contained in documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/45 and Corr.1;</p> <p>(b) To urge bilateral and implementing agencies to work with relevant Article 5 countries to complete and submit all outstanding surveys on ODS alternatives no later than 18 September 2017, noting that unspent balances of surveys not submitted to the 80th meeting had to be returned to the 81st meeting in line with decision 78/2(c); and</p> <p>(c) To request the Secretariat to submit, to the 80th meeting, an overall analysis of the results of the surveys of ODS alternatives, updated to include all surveys submitted to the Secretariat by 18 September 2017.</p> |
| ExCom/79/46 | Development of the cost guidelines for the phase-down of HFCs in Article 5 countries: Draft criteria for funding (decision 78/3) | <p>79/44: Following a report by the convener of the contact group, the Executive Committee <u>decided</u>:</p> <p>(a) To note the development of the cost guidelines for the phase-down of HFCs in Article 5 countries: draft criteria for funding (decision 78/3) contained in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/46;</p> <p>(b) To develop guidelines for funding the phase-down of HFC consumption and production for submission to the Thirtieth Meeting of the Parties in 2018, and to finalize the guidelines as soon as possible thereafter, taking into account the views and input provided by the parties;</p> <p>(c) To agree that, in line with paragraph 11 of decision XXVIII/2 on overarching principles and timelines, the Chair of the Executive Committee would report in relation to the HFC phase-down:</p> <p>(i) To the Twenty-Ninth Meeting of the Parties on the progress of the Executive Committee in developing cost guidelines for funding HFC phase-down; and</p> <p>(ii) To future Meetings of the Parties on progress made, including on cases where Executive Committee deliberations had resulted in a change in a national strategy or a national technology choice submitted to the Executive Committee.</p> <p>79/45: In relation to criteria for considering stand-alone investment projects pursuant to decision 78/3(g), the Executive Committee decided:</p> <p>(a) To reiterate decision 78/3(g) and to consider proposals for HFC-related stand-alone investment projects based on the following criteria:</p> <p>(i) That the submitted projects would be considered on a case-by-case basis, should be in individual enterprises deciding to convert to mature technologies, should have broad replicability to the country or region or sector, and should take into account geographic distribution;</p> <p>(ii) That projects must be fully implemented by no more than two years from the time of their approval, that the relevant project completion reports should be comprehensive with detailed information on the eligible incremental capital costs, incremental operating costs, any possible savings incurred during the conversion and relevant factors</p> |

| | | <p>that facilitated implementation, and that any remaining funds would be returned to the Multilateral Fund no later than one year after the date of project completion as per the project proposals;</p> <p>(b) That potential projects should be included in the bilateral and implementing agencies' 2018 to 2020 business plans for submission at the 80th meeting or subsequent business plans, as appropriate;</p> <p>(c) To consider further stand-alone investment projects on a rolling basis after the first meeting in 2019; and</p> <p>(d) That any proposal submitted and approved for funding at the 80th meeting would be funded, to the extent possible, from additional voluntary contributions provided by non-Article 5 parties, after giving priority to enabling activities.</p> | | | | | | | | | | |
|----------------------------|---|--|----------------------------|---|---------|-------|-----------------|-------|-----------------------|--------|-----------|--------|
| <p>-ExCom/79/47</p> | <p>Development of the cost guidelines for the phase-down of HFCs in Article 5 countries: Draft guidelines on enabling activities (decision 78/4(a))</p> | <p>79/46: The Executive Committee <u>decided</u>:</p> <p>(a) To note the development of the cost guidelines for the phase-down of HFCs in Article 5 countries: draft guidelines on enabling activities (decision 78/4(a)) contained in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/47;</p> <p>(b) To approve enabling activities for Article 5 parties on the following basis:</p> <p>(i) Countries would be allowed the flexibility to undertake a range of enabling activities to help their national ozone units to fulfil their initial obligations with regard to HFC phase-down in line with the Kigali Amendment;</p> <p>(ii) Enabling activities could consist of, but were not limited to:</p> <p>a. Activities to facilitate and support the early ratification of the Kigali Amendment;</p> <p>b. Initial activities identified in paragraph 20 of decision XXVIII/2, including country-specific activities aimed at initiating supporting institutional arrangements, the review of licensing systems, data reporting on HFC consumption and production, and demonstration of non-investment activities, and excluding institutional strengthening, as addressed in decision 78/4(b);</p> <p>c. National strategies that contained the activities in sub-paragraphs a. and b. above;</p> <p>(iii) Funding for the preparation of national implementation plans to meet initial reduction obligations for the phase-down of HFCs could be provided, at the earliest, five years prior to those obligations, after a country had ratified the Kigali Amendment and on the basis of guidelines to be approved in the future;</p> <p>(iv) Funding for stand-alone initial investment projects could be provided in accordance with the provisions of decision 79/45;</p> <p>(c) To provide funding for enabling activities referred to in paragraph (a)(ii) above prior to the preparation of the national implementation plan as specified in the table below, based on the country's HCFC baseline consumption, on the understanding that no further funding for enabling activities, including for HFC-23 activities, would be provided prior to the preparation of national implementation plans:</p> <table border="1" data-bbox="699 1671 1425 1843"> <thead> <tr> <th>HCFC baseline (ODP tonnes)</th> <th>Maximum funding for enabling activities (US \$)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Below 1</td> <td>50,00</td> </tr> <tr> <td>Between 1 and 6</td> <td>95,00</td> </tr> <tr> <td>Above 6 and up to 100</td> <td>150,00</td> </tr> <tr> <td>Above 100</td> <td>250,00</td> </tr> </tbody> </table> <p>(d) That funding requests for enabling activities should meet the following requirements:</p> <p>(i) Ratification of the Kigali Amendment by the government submitting</p> | HCFC baseline (ODP tonnes) | Maximum funding for enabling activities (US \$) | Below 1 | 50,00 | Between 1 and 6 | 95,00 | Above 6 and up to 100 | 150,00 | Above 100 | 250,00 |
| HCFC baseline (ODP tonnes) | Maximum funding for enabling activities (US \$) | | | | | | | | | | | |
| Below 1 | 50,00 | | | | | | | | | | | |
| Between 1 and 6 | 95,00 | | | | | | | | | | | |
| Above 6 and up to 100 | 150,00 | | | | | | | | | | | |
| Above 100 | 250,00 | | | | | | | | | | | |

| | | |
|--|--|--|
| | | <p>the request or a receipt of letter from the government concerned indicating its intent to make best efforts to ratify the Kigali Amendment as early as possible;</p> <p>(ii) The inclusion of detailed descriptions, in project proposals, of each of the enabling activities that would be undertaken, including institutional arrangements, the cost breakdown and the schedule for implementation, consistent with Executive Committee guidelines;</p> <p>(iii) The duration of a project should be no more than 18 months, starting from the time of its approval, and balances should be returned to the Multilateral Fund within 12 months of that end date;</p> <p>(iv) Bilateral and implementing agencies should include any funding requests for enabling activities in their business plans, which could be submitted to the 80th or subsequent meetings, and subsequently in their work programmes or work programme amendments;</p> <p>(v) Any submission should also include a statement by both the country concerned and the relevant bilateral/implementing agency that implementation of the enabling activities would not delay implementation of HCFC phase-out projects; and</p> <p>(e) To invite bilateral and implementing agencies to submit, by the 80th meeting, funding requests for enabling activities for countries that wanted to take early action on HFCs, with any proposal considered for funding at that meeting to be funded to the extent possible from additional voluntary contributions provided by non-Article 5 parties.</p> |
| <p>ExCom/79/48, Corrs.1&2, & Add.1</p> | <p>Key aspects related to HFC-23 by-product control technologies (decision 78/5)</p> | <p>79/47: Following the discussions of the contact group, the Executive Committee <u>decided:</u></p> <p>(a) To note documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/48, Corr.1, Corr.2 and Add.1 on key aspects related to HFC-23 by-product control technologies (decision 78/5);</p> <p>(b) To note with appreciation the information related to HFC-23 by-product provided by the Governments of Argentina, China, the Democratic People's Republic of Korea, Germany, India, Japan, Mexico, the Republic of Korea, the Russian Federation, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and the United States of America; the European Union; the Secretariat of the United Nations Framework Convention on Climate Change; a fluorochemical producer; and an independent research and consulting organization;</p> <p>(c) To consider possible cost-effective options for compensation for HCFC-22 swing plants to allow for compliance with the HFC-23 by-product control obligations of the Kigali Amendment;</p> <p>(d) To request relevant governments of Article 5 countries wishing to close HCFC-22 production swing plants in their respective countries to submit the following preliminary data, for consideration by the Executive Committee at its 80th meeting:</p> <p>(i) A list of HCFC-22 swing plants in the country:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Name; b. Location; c. HCFC-22 production capacity; d. Schedule for closure; e. Date of establishment; f. Name of proprietors; g. Ownership; h. Emissions and ratio of HFC-23 by-product; |

| | | |
|--|--|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> i. Maximum production of HCFC-22; (ii) HCFC-22 production in the last three years countrywide; (iii) HCFC-22 production in the last three years for each swing plant; (iv) Quantity of export of each plant to non-Article 5 countries; (v) Total number of employees in the HCFC-22 industry: <ul style="list-style-type: none"> a. In the production sector (direct labour + overheads + maintenance); b. In the packaging sectors; (vi) Total number of employees per HCFC-22 swing plant (one table per plant) for the last three years: <ul style="list-style-type: none"> a. Direct labour; b. Overheads; c. Laboratories; d. Maintenance; e. Packaging; (vii) The raw material purchases of each HCFC-22 swing plant in the last three years: <ul style="list-style-type: none"> a. Hydrogen fluoride (metric tonnes); b. Chloroform (metric tonnes); (e) To request the Secretariat to contract an independent consultant to undertake an evaluation of cost-effective and environmentally sustainable options of HFC-23 destruction from HCFC-22 production facilities, to submit the report of the consultant to the 81st meeting, and to allocate a budget of up to US \$100,000 from the additional contributions to the Multilateral Fund to undertake the evaluation and prepare the report. The scope of the study would include: <ul style="list-style-type: none"> (i) An assessment of the costs of incineration at an on-site destruction facility, based on characteristics of the facility, including destruction capacity, quantity and frequency of HFC-23 to be destroyed, the expected remaining lifetime, location, and other relevant factors, including: <ul style="list-style-type: none"> a. Start-up costs for destruction facilities that might currently be in disuse; b. Costs to install a new destruction facility if one was not currently installed; c. Costs to operate a currently installed facility; (ii) An assessment of the costs of incineration at an off-site destruction facility, including collection, transportation and incineration, based on the quantity of HFC-23 to be destroyed, location, and other relevant factors; (iii) An assessment of the cost of destroying emissions of HFC-23 by-product through irreversible transformation and other new technologies, where information was available, based on the quantity of HFC-23 to be destroyed, location, and other relevant factors; (iv) An assessment of the costs and measures to optimize the HCFC-22 production process to minimize the HFC-23 by-product generation rate and maximize the collection of HFC-23 by-product for destruction based on characteristics of the facility, including capacity, quantity of HFC-23 by-product generated, the expected remaining lifetime, location, and other relevant factors; (v) An assessment of the costs of different monitoring and verification |
|--|--|---|

| | | |
|-------------|---|---|
| | | <p>methods;</p> <p>(vi) An assessment of how the performance and costs of different destruction technology options would vary according to local conditions and the quantity of HFC-23 by-product to be destroyed;</p> <p>(f) To invite all relevant HCFC-22-producing Article 5 countries to provide to the Secretariat, on a voluntary basis, information on the elements described in paragraph (e) above by 30 September 2017; and</p> <p>(g) To invite implementing agencies to submit to the 81st meeting proposals for feasible technology demonstration for HFC-23 by-product mitigation or conversion technologies with the potential for cost-effective, environmentally sustainable conversion of HFC-23.</p> |
| ExCom/80/53 | Status of additional contributions to the Multilateral Fund (decision 79/42(c)) | <p>80/74: The Executive Committee <u>decided</u>:</p> <p>(a) To note the report of the Treasurer on the status of additional contributions to the Multilateral Fund contained in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/53, as orally amended during the meeting;</p> <p>(b) Further to note with appreciation that 11 non-Article 5 countries had paid their pledged additional voluntary contributions to provide fast-start support for HFC phase-down; and</p> <p>(c) To request the Treasurer to report again to the Executive Committee on the status of the additional contributions received for fast-start support separately from other pledged contributions to the Multilateral Fund at the 81st meeting.</p> |
| ExCom/80/54 | Overall analysis of the results of the surveys of ODS alternatives (decision 79/43(c)) | <p>80/75: The Executive Committee <u>decided</u>:</p> <p>(a) To note the overall analysis of the results of the surveys of ODS alternatives (decision 79/43(c)) contained in documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/54 and Add.1;</p> <p>(b) To request bilateral and implementing agencies to use the findings and the lessons from the results of the surveys of ODS alternatives while undertaking enabling activities, with particular attention to strengthening data collection and reporting of HFCs and HFC blends;</p> <p>(c) To request bilateral and implementing agencies:</p> <p>(i) To return, no later than the 82nd meeting, balances related to the completed surveys of ODS alternatives; and</p> <p>(ii) To return, to the 81st meeting, balances related to surveys of ODS alternatives that had not been submitted to the 80th meeting (i.e. for Algeria, Antigua and Barbuda, Bahamas, Democratic People's Republic of Korea, Fiji, Morocco and Myanmar), in line with decision 79/43.</p> |
| ExCom/80/55 | Development of the cost guidelines for the phase-down of HFCs in Article 5 countries: Draft criteria for funding (decisions 78/3(i) and 79/44(b)) | <p>80/76: The Executive Committee <u>decided</u>:</p> <p>(a) To include in the draft template of the cost guidelines for the phase-down of HFCs contained in Annex XXVIII to the present report:</p> <p>(i) Text related to sustained aggregate reductions in line with paragraph 19 of decision XXVIII/2 of the Twenty-Eighth Meeting of the Parties;</p> <p>(ii) Text related to the eligibility of Annex F substances subject to high-ambient-temperature exemptions, in line with paragraph 35 of decision XXVIII/2;</p> <p>(iii) For the production sector, the categories of costs in sub-paragraph 15(b) of decision XXVIII/2; and</p> <p>(iv) For the refrigeration servicing sector, the categories of costs in sub-paragraph 15(c) of decision XXVIII/2;</p> <p>(b) To continue to use the draft template of the cost guidelines for the phase-down of HFCs and the list of outstanding elements for discussion, contained</p> |

| | | |
|--------------------------------|---|--|
| | | <p>in Annexes XXVIII and XXIX to the present report, as the working documents for discussions at the 81st meeting and future meetings on the development of the cost guidelines for the phase-down of HFCs in Article 5 countries, noting that additional elements could be added as required;</p> <p>(c) To request the Secretariat to prepare a preliminary document for the 82nd meeting, in cooperation with bilateral and implementing agencies, on all aspects related to the refrigeration servicing sector that support the HFC phase-down, taking into account:</p> <p>(i) Previous policy documents, case studies, monitoring and evaluation reviews, and the work undertaken by bilateral and implementing agencies in developing and implementing training and technical assistance programmes, in particular the partnership that the Compliance Assistance Programme had established with world-recognized training and certification institutes;</p> <p>(ii) Analysis of the existing capacities in Article 5 countries with the funding approved thus far for the refrigeration servicing sector and how those could be utilized for HFC phase-down, in relation to:</p> <p>a. The results of funded recovery, recycling and reclamation activities and the provision of servicing tools, and their potential to reduce refrigerant emissions;</p> <p>b. The extent of the involvement of the private and/or public sector (e.g. equipment, components and refrigerant suppliers) in introducing and adopting alternatives in the servicing sector;</p> <p>c. Health and safety standards, protocols and equipment (including protective equipment) available for alternatives;</p> <p>d. Training and certification programmes;</p> <p>e. If and how energy efficiency was addressed in the servicing/end-user sector; and</p> <p>(iii) The minimum information needed for the development of training and competency-based certification programmes and modules for service technicians and customs officers for the transition to alternatives.</p> |
| <p>ExCom/80/56 & Add.1</p> | <p>Key aspects related to HFC-23 by-product control technologies: preliminary data of HCFC-22 production swing plants that wish to close (decision 79/47(d))</p> | <p>80/77: The Executive Committee <u>decided</u>:</p> <p>(a) To note the submission by the Governments of Argentina and India of the preliminary data on HCFC-22 swing plants in their countries contained in documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/56 and Add.1; and</p> <p>(b) To invite all relevant HCFC-22-producing Article 5 countries to provide to the Secretariat, on a voluntary basis, information on the elements described in paragraph (e) of decision 79/47 by 1 December 2017.</p> |
| <p>ExCom/81/53</p> | <p>Development of the cost guidelines for the phase-down of HFCs in Article 5 countries: Draft criteria for funding (decisions 78/3(i) and 79/44(b) and 80/76(b))</p> | <p>81/67: The Executive Committee <u>decided</u>:</p> <p>(a) To note document UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/53 on development of the cost guidelines for the phase-down of HFCs in Article 5 countries: draft criteria for funding;</p> <p>(b) To request the Secretariat to provide to the 82nd meeting the summary of the Parties' deliberations at the 40th Meeting of the Open-Ended Working Group of Parties to the Montreal Protocol and the Thirtieth Meeting of the Parties to the Montreal Protocol in relation to the report by the Technology and Economic Assessment Panel on issues related to energy efficiency in response to decision XXIX/10 of the Meeting of the Parties;</p> <p>(c) To consider, at the 82nd meeting, the matter of prioritization of technical assistance and capacity building to address safety issues associated with alternatives with low and zero global-warming potential (GWP) for all sectors, in light of the paper being prepared by the Secretariat in response to decision 80/76 regarding aspects of refrigeration servicing sector that supported HFC phase-down;</p> <p>(d) To consider, at the 82nd meeting, issues related to funding the cost-effective management of stockpiles of used or unwanted controlled substances,</p> |

| | | |
|-------------|--|--|
| | | <p>including through destruction, in light of the paper on ODS disposal being prepared by the Secretariat for that meeting in response to decision 79/18(e);</p> <p>(e) To request the Secretariat to prepare for the 82nd meeting a preliminary information document containing key considerations that could assist the Executive Committee in developing a methodology for establishing the starting point for sustained aggregate reductions under the Kigali Amendment for the consumption and production sectors, taking into account the discussions that had taken place at the 81st meeting;</p> <p>(f) To continue to use the draft template of the cost guidelines for the phase-down of HFCs and the list of outstanding elements for further discussion, contained in Annex XII and Annex XIII, respectively, to the present report, as the working documents for discussions at the 82nd and future meetings on the development of cost guidelines for the phase-down of HFCs in Article 5 countries, noting that additional elements could be added as required.</p> |
| ExCom/81/54 | <p>Key aspects related to HFC-23 by-product control technologies: preliminary data of HCFC-22 production swing plants that wish to close (decisions 78/5(e), 79/47(e) and 80/77(b))</p> | <p>81/68: The Executive Committee <u>decided</u>:</p> <p>(a) To note the report on key aspects related to HFC-23 by-product control technologies (decisions 78/5(e), 79/17(b), 79/47(e) and 80/77(b)) contained in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/54;</p> <p>(b) To request the Secretariat to contract an independent consultant to prepare a report for the 82nd meeting, providing information:</p> <p>(i) On options and all costs and savings related to the control of HFC-23 by-product emissions in Argentina, based on the quantities of HCFC-22 and HFC-23 produced at the plant and information included in relevant past reports to the Executive Committee, including the option of shipping HFC-23 for off-site destruction;</p> <p>(ii) On estimates of fugitive emissions and options for monitoring, leak detection and control of HFC-23 by-product at the plant;</p> <p>(iii) On the costs, technical feasibility, and logistical, legal and transaction issues associated with shipping HFC-23 for off-site destruction by means of a technology such as the Fluor process described in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/54;</p> <p>(c) To request the Government of Argentina to provide, on a voluntary basis, relevant information for the report referred to in sub-paragraph (b) above;</p> <p>(d) To allocate, from existing Secretariat resources, up to US \$25,000 for the contract of the independent consultant referred to in sub-paragraph (b) above; and</p> <p>(e) To request the Secretariat to prepare a document for the 82nd meeting, based on document UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/48, on cost effective options for controlling HFC 23 by product emissions, including information relevant to the cost of closure of HCFC 22 production swing plants, and options for monitoring, in light of the report by the consultant submitted to the 81st meeting and other relevant reports.</p> |
| ExCom/82/64 | <p>All aspects related to the refrigeration servicing sector that support the HFC phase-down (decision 80/76(c))</p> | <p>The Executive Committee <u>took note</u> of the preliminary document on all aspects related to the refrigeration servicing sector that support the HFC phase-down (decision 80/76(c)) contained in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/64.</p> |
| ExCom/82/65 | <p>Summary of the Parties' deliberations at the 40th Meeting of the Open-Ended Working Group of the Parties to the Montreal Protocol and the Thirtieth Meeting of the Parties to the Montreal Protocol in relation to the report by the Technology and Economic Assessment Panel on issues related to energy efficiency (decision 81/67(b))</p> | <p>82/83: The Executive Committee <u>decided</u>:</p> <p>(a) To note the summary of the Parties' deliberations at the 40th Meeting of the Open-Ended Working Group of the Parties to the Montreal Protocol and the Thirtieth Meeting of the Parties to the Montreal Protocol in relation to the report by the Technology and Economic Assessment Panel on issues related to energy efficiency (decision 81/67(b)), contained in documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/65 and Add.1;</p> <p>(b) To provide flexibility for the Parties operating under Article 5 engaged in enabling activities in relation to implementation of the Kigali Amendment, should they so wish, to undertake the following activities using the funding already approved:</p> <p>(i) Development and enforcement of policies and regulations to avoid market penetration of energy-inefficient refrigeration, air-</p> |

| | | |
|----------------------|--|--|
| | | <p>conditioning and heat-pump equipment;</p> <p>(ii) Promotion of access to energy-efficient technologies in those sectors;</p> <p>(iii) Targeted training on certification, safety and standards, awareness-raising and capacity-building aimed at maintaining and enhancing the energy efficiency;</p> <p>(c) To request the Secretariat to prepare a paper for consideration by the Executive Committee at its 83rd meeting, describing ways to operationalize paragraph 16 of decision XXVIII/2, and paragraph 2 of decision XXX/5, taking into account the criteria, performance indicators, and associated funding mechanisms of servicing sector plans in existing or new HCFC phase-out management plans for low-volume-consuming countries;</p> <p>(d) Further to request the Secretariat to prepare a paper for consideration by the Executive Committee at its 83rd meeting, providing, as a first step, information on relevant funds and financial institutions mobilizing resources for energy efficiency that might be utilized when phasing down HFCs under the Multilateral Fund, including the modalities used by those institutions to provide such resources to developing countries and the feasibility of implementing agencies implementing the co-funding requests of those institutions;</p> <p>(e) To discuss, at its 83rd meeting, ways to operationalize paragraph 22 of decision XXVIII/2, and paragraph 5 and 6 of decision XXX/5, including:</p> <p>(i) Initiatives associated with maintaining and/or enhancing the energy efficiency of replacement technologies with low or zero global-warming potential in the refrigeration, air-conditioning and heat-pump sector, such as:</p> <p>a. Methodologies to quantify changes in energy efficiency; and</p> <p>b. Technical interventions associated with maintaining and/or enhancing energy efficiency;</p> <p>(ii) Cost-related issues such as associated incremental costs, payback opportunities and costs of monitoring and verification;</p> <p>(iii) Possible environmental benefits, particularly those associated with climate; and</p> <p>(f) To request the Secretariat to prepare, for consideration by the Executive Committee at its 83rd meeting, a summary of the report by the Technology and Economic Assessment Panel on matters related to energy efficiency with regard to the issues identified in sub-paragraph (e) above.</p> |
| ExCom/82/66 | Key considerations for developing a methodology for establishing the starting point for sustained aggregate reductions for the consumption and production sectors under the Kigali Amendment (decision 81/67(e)) | The Executive Committee <u>took note</u> of the key considerations for developing a methodology for establishing the starting point for sustained aggregate reductions for the consumption and production sectors under the Kigali Amendment (decision 81/67(e)) contained in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/66. |
| ExCom/82/67 & Add.1 | Development of the cost guidelines for the phase-down of HFCs in Article 5 countries: Draft criteria for funding (decision 81/67(f)) | 82/84: The Executive Committee <u>decided</u> to continue discussing the cost guidelines for the phase-down of HFCs in Article 5 countries: draft criteria for funding at the 83 rd meeting. |
| ExCom/82/68 & Corr 1 | Key aspects related to HFC-23 by-product control technologies (decision 81/68) | 82/85: The Executive Committee <u>decided</u> : |
| | | <p>(a) To note the report on cost-effective options for controlling HFC-23 by product emissions, pursuant to decision 81/68(e) contained in documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/68 and Corr.1;</p> <p>(b) To further note the report on options for the control of HFC-23 by-product</p> |

| | | |
|--|--|--|
| | | <p>emissions in Argentina, contained in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/69;</p> <p>(c) To approve US \$75,000 for UNIDO to enable the agency to submit, at the 83rd meeting, on behalf of the Government of Argentina, project proposal options that would enable the Government of Argentina to comply with the HFC-23 by-product control obligations under the Kigali Amendment, taking into account the information contained in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/69, including data regarding costs and benefits and covering technical feasibility, economic viability and logistical, legal, and transactional issues in relation to the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Restarting the onsite incinerator at the HCFC-22 production swing plant FIASA, on the basis of three independent estimates of the costs of so doing, including the costs of incinerator operation, hazardous waste compliance, and cost of monitoring and verifying the destruction of the HFC-23 by-product; (ii) Compensation for closure of the HCFC-22 swing plant FIASA by 1 January 2020 or upon ratification of the Kigali Amendment by the Government of Argentina, whichever was to come first; (iii) Destroying HFC-23 by-product through irreversible transformation and other new conversion technologies and storage options for HFC-23 management; (iv) Shipping HFC-23 for offsite destruction by means of a technology approved by the Meeting of the Parties; <p>(d) To consider each of the project proposal options, including the data provided as per sub-paragraph (c) above, and to discuss the criteria for funding the activities related to the compliance obligations of Article 5 parties;</p> <p>(e) To request the Secretariat to contract an independent consultant to undertake a technical audit of FIASA to determine the costs of closure;</p> <p>(f) To approve US \$50,000 to enable the Secretariat to carry out the technical audit referred to in sub-paragraph (e) above; and</p> <p>(g) To consider applying the procedures set out in the present decision, and the criteria for funding the activities related to the compliance obligations of Article 5 parties, when agreed, with respect to HFC-23 controls in the other Article 5 parties.</p> |
|--|--|--|

Annex II

APPROVED HCFC PHASE-OUT MANAGEMENT PLANS AND
AN HCFC PRODUCTION PHASE-OUT MANAGEMENT PLAN

| Country | To be implemented by | Total phase-out ODP tonnes | Funding approved in principle (US \$) | | |
|--------------------------------------|----------------------|----------------------------|---------------------------------------|---------------|------------|
| | | | Project funds | Support costs | Total |
| HCFC Phase Out Plan (Stage I) | | | | | |
| Afghanistan | UNEP | 8.26 | 398,825 | 51,847 | 450,672 |
| | Germany | | 37,062 | 4,818 | 41,880 |
| | UNIDO | | 243,214 | 21,889 | 265,103 |
| Albania | UNIDO | 2.10 | 230,000 | 20,700 | 250,700 |
| | UNEP | | 85,000 | 11,050 | 96,050 |
| Algeria | UNIDO | 14.48 | 1,993,331 | 152,731 | 2,146,062 |
| Angola | UNDP | 1.59 | 176,000 | 15,840 | 191,840 |
| Antigua and Barbuda | UNEP | 0.03 | 45,850 | 5,961 | 51,811 |
| Argentina | UNIDO | 83.53 | 9,560,542 | 714,843 | 10,275,385 |
| | IBRD | | 914,612 | 68,596 | 983,208 |
| | Italy | | 300,000 | 39,000 | 339,000 |
| Armenia | UNDP | 2.23 | 562,838 | 42,213 | 605,051 |
| | UNEP | | 39,000 | 5,070 | 44,070 |
| Bahamas | UNEP | 1.68 | 156,900 | 20,397 | 177,297 |
| | UNIDO | | 151,420 | 13,628 | 165,048 |
| Bahrain | UNEP | 23.21 | 470,000 | 61,100 | 531,100 |
| | UNIDO | | 2,338,985 | 163,729 | 2,502,714 |
| Bangladesh | UNDP | 24.53 | 1,201,074 | 90,081 | 1,291,155 |
| | UNEP | | 355,000 | 46,150 | 401,150 |
| Barbados | UNEP | 1.29 | 192,000 | 24,960 | 216,960 |
| | UNDP | | 88,000 | 7,920 | 95,920 |
| Belize | UNEP | 0.98 | 213,500 | 27,755 | 241,255 |
| | UNDP | | 66,500 | 5,985 | 72,485 |
| Benin | UNEP | 8.33 | 370,000 | 48,100 | 418,100 |
| | UNIDO | | 260,000 | 19,500 | 279,500 |
| Bhutan | UNEP | 0.30 | 282,000 | 36,660 | 318,660 |
| | UNDP | | 188,000 | 16,920 | 204,920 |
| Bosnia and Herzegovina | UNIDO | 6.58 | 953,284 | 69,886 | 1,023,170 |
| Bolivia (Plurinational State of) | Germany | 2.13 | 94,500 | 12,285 | 106,785 |
| | UNIDO | | 220,500 | 19,845 | 240,345 |
| Botswana | UNEP | 3.85 | 280,000 | 36,400 | 316,400 |
| | UNIDO | | 280,000 | 19,600 | 299,600 |
| Brazil | UNDP | 220.30 | 15,326,957 | 1,149,522 | 16,476,479 |
| | Germany | | 4,090,909 | 460,000 | 4,550,909 |
| Brunei Darussalam | UNEP | 2.14 | 183,000 | 23,790 | 206,790 |
| | UNDP | | 132,000 | 11,880 | 143,880 |
| Burkina Faso | UNEP | 6.30 | 390,000 | 50,700 | 440,700 |
| | UNIDO | | 240,000 | 21,600 | 261,600 |
| Burundi | UNEP | 0.73 | 172,000 | 22,360 | 194,360 |
| | UNIDO | | 160,000 | 14,400 | 174,400 |
| Cambodia | UNEP | 15.00 | 950,000 | 123,500 | 1,073,500 |
| | UNDP | | 650,000 | 48,750 | 698,750 |
| Cameroon | UNIDO | 20.50 | 1,182,725 | 88,704 | 1,271,429 |
| Cape Verde | UNEP | 0.09 | 160,000 | 20,800 | 180,800 |

UNEP/OzL.Pro/ExCom/83/46
Annex II

| Country | To be implemented by | Total phase-out ODP tonnes | Funding approved in principle (US \$) | | |
|---|----------------------|----------------------------|---------------------------------------|---------------|------------|
| | | | Project funds | Support costs | Total |
| Central African Republic | UNEP | 4.20 | 75,000 | 9,750 | 84,750 |
| | UNIDO | | 125,000 | 9,375 | 134,375 |
| Chad | UNEP | 5.63 | 325,000 | 42,250 | 367,250 |
| | UNIDO | | 235,000 | 17,625 | 252,625 |
| Chile | UNDP | 22.00 | 1,497,966 | 112,347 | 1,610,313 |
| | UNEP | | 288,489 | 37,504 | 325,993 |
| China - Industrial, Commercial and Air Conditioning (ICR) | UNDP | 3,385.83 | 61,000,000 | 4,396,900 | 65,396,900 |
| China - XPS Foam | Germany | | 1,350,000 | 158,500 | 1,508,500 |
| China - XPS Foam | UNIDO | | 48,650,000 | 3,512,360 | 52,162,360 |
| China - PU Foam | IBRD | | 73,000,000 | 5,303,870 | 78,303,870 |
| China - Room Air Conditioning (RAC) | UNIDO | | 75,000,000 | 5,432,150 | 80,432,150 |
| China - Servicing Sector, including enabling | UNEP | | 5,240,000 | 586,400 | 5,826,400 |
| China - Servicing Sector, including enabling | Japan | | 400,000 | 52,000 | 452,000 |
| China - National Co-ordination | UNDP | | 360,000 | 27,000 | 387,000 |
| China - Solvent | UNDP | | 5,000,000 | 362,500 | 5,362,500 |
| Colombia | UNDP | | 78.91 | 6,721,483 | 504,111 |
| | UNEP | 100,000 | | 13,000 | 113,000 |
| Comoros | UNEP | 0.05 | 160,000 | 20,800 | 180,800 |
| Congo | UNEP | 3.55 | 175,000 | 22,750 | 197,750 |
| | UNIDO | | 175,000 | 15,750 | 190,750 |
| Cook Islands | UNEP | 0.02 | 99,000 | 12,871 | 111,871 |
| Costa Rica | UNDP | 18.93 | 1,153,523 | 86,514 | 1,240,037 |
| Cote D'Ivoire | UNEP | 22.33 | 905,740 | 109,631 | 1,015,371 |
| | UNIDO | | 920,000 | 66,700 | 986,700 |
| Croatia | UNIDO | 8.10 | 871,150 | 65,336 | 936,486 |
| | Italy | | 210,000 | 27,300 | 237,300 |
| Cuba | UNDP | 19.26 | 1,747,527 | 131,065 | 1,878,592 |
| Democratic People's Republic of Korea | UNIDO | 20.03 | 838,247 | 58,678 | 896,925 |
| | UNEP | | 10,303 | 1,339 | 11,642 |
| Democratic Republic of Congo | UNEP | 5.80 | 235,000 | 30,550 | 265,550 |
| | UNDP | | 240,000 | 21,600 | 261,600 |
| Djibouti | UNEP | 0.24 | 164,500 | 21,385 | 185,885 |
| Dominica | UNEP | 0.08 | 164,500 | 21,385 | 185,885 |
| Dominican Republic | UNDP | 27.14 | 1,646,225 | 123,467 | 1,769,692 |
| | UNEP | | 50,000 | 6,500 | 56,500 |
| Ecuador | UNIDO | 28.03 | 2,278,159 | 168,703 | 2,446,862 |
| | UNEP | | 115,000 | 14,950 | 129,950 |
| Egypt | UNIDO | 174.00 | 2,325,415 | 174,406 | 2,499,821 |
| | UNDP | | 6,195,400 | 469,193 | 6,664,593 |
| El Salvador | UNDP | 9.03 | 699,277 | 52,446 | 751,723 |
| | UNEP | | 375,000 | 11,700 | 386,700 |
| Equatorial Guinea | UNEP | 0.87 | 145,000 | 18,850 | 163,850 |
| | UNIDO | | 135,000 | 12,150 | 147,150 |
| Eritrea | UNEP | 0.38 | 90,000 | 11,700 | 101,700 |
| | UNIDO | | 120,000 | 10,800 | 130,800 |
| Eswatini | UNEP | 6.19 | 210,000 | 27,300 | 237,300 |
| | UNDP | | 667,948 | 50,096 | 718,044 |
| Ethiopia | UNEP | 1.92 | 175,000 | 22,750 | 197,750 |
| | UNIDO | | 140,000 | 12,600 | 152,600 |
| Fiji | UNDP | 2.02 | 189,500 | 17,055 | 206,555 |
| | UNEP | | 125,500 | 16,316 | 141,816 |

| Country | To be implemented by | Total phase-out ODP tonnes | Funding approved in principle (US \$) | | |
|----------------------------------|----------------------|----------------------------|---------------------------------------|---------------|------------|
| | | | Project funds | Support costs | Total |
| Gabon | UNEP | 10.57 | 290,100 | 37,713 | 327,813 |
| | UNIDO | | 249,900 | 22,491 | 272,391 |
| Gambia | UNEP | 0.52 | 110,000 | 14,300 | 124,300 |
| | UNIDO | | 100,000 | 9,000 | 109,000 |
| Georgia | UNDP | 2.33 | 500,900 | 37,568 | 538,468 |
| Ghana | UNDP | 26.27 | 1,031,311 | 77,348 | 1,108,659 |
| | Italy | | 325,000 | 42,250 | 367,250 |
| Grenada | UNEP | 0.20 | 135,000 | 17,550 | 152,550 |
| | UNIDO | | 75,000 | 6,750 | 81,750 |
| Guatemala | UNIDO | 4.30 | 345,637 | 25,923 | 371,560 |
| | UNEP | | 96,500 | 12,546 | 109,046 |
| Guinea | UNEP | 7.91 | 327,000 | 42,510 | 369,510 |
| | UNIDO | | 320,000 | 24,000 | 344,000 |
| Guinea-Bissau | UNEP | 0.99 | 165,000 | 21,450 | 186,450 |
| | UNIDO | | 115,000 | 10,350 | 125,350 |
| Guyana | UNEP | 0.18 | 18,000 | 2,340 | 20,340 |
| | UNDP | | 48,000 | 4,320 | 52,320 |
| Haiti | UNEP | 1.26 | 182,881 | 23,775 | 206,656 |
| | UNDP | | 97,119 | 8,741 | 105,860 |
| Honduras | UNIDO | 6.97 | 380,000 | 28,500 | 408,500 |
| | UNEP | | 250,000 | 32,500 | 282,500 |
| India | UNDP | 341.77 | 18,438,490 | 1,340,694 | 19,779,184 |
| | UNEP | | 861,600 | 104,776 | 966,376 |
| | Germany | | 1,994,400 | 229,384 | 2,223,784 |
| Indonesia | UNDP | 135.00 | 8,901,102 | 667,583 | 9,568,685 |
| | Australia | | 300,000 | 39,000 | 339,000 |
| | IBRD | | 2,714,187 | 203,564 | 2,917,751 |
| | UNIDO | | 777,395 | 58,305 | 835,700 |
| Iran (Islamic Republic of) | UNDP | 164.40 | 4,340,246 | 325,518 | 4,665,764 |
| | UNEP | | 262,000 | 34,060 | 296,060 |
| | UNIDO | | 2,506,277 | 187,971 | 2,694,248 |
| | Germany | | 2,885,815 | 327,440 | 3,213,255 |
| Iraq | UNEP | 14.98 | 660,000 | 82,600 | 742,600 |
| | UNIDO | | 520,000 | 39,000 | 559,000 |
| Jamaica | UNDP | 8.10 | 578,450 | 43,384 | 621,834 |
| | UNEP | | 77,000 | 10,010 | 87,010 |
| Jordan | UNIDO | 25.51 | 2,259,217 | 170,824 | 2,430,041 |
| | IBRD | | 1,070,100 | 79,823 | 1,149,923 |
| Kenya | France | 11.63 | 900,000 | 109,000 | 1,009,000 |
| Kiribati | UNEP | 0.02 | 109,000 | 14,171 | 123,171 |
| Kuwait | UNEP | 239.15 | 1,043,000 | 124,730 | 1,167,730 |
| | UNIDO | | 8,861,677 | 638,005 | 9,499,682 |
| Kyrgyzstan | UNDP | 1.02 | 52,800 | 4,752 | 57,552 |
| | UNEP | | 35,200 | 4,576 | 39,776 |
| Lao People's Democratic Republic | UNEP | 0.80 | 235,000 | 30,550 | 265,550 |
| | France | | 45,000 | 5,850 | 50,850 |
| Lebanon | UNDP | 24.51 | 2,495,109 | 187,133 | 2,682,242 |
| Lesotho | Germany | 1.23 | 280,000 | 36,400 | 316,400 |
| Liberia | Germany | 1.85 | 315,000 | 40,950 | 355,950 |
| Libya | UNIDO | 26.51 | 1,908,843 | 133,619 | 2,042,462 |
| Madagascar | UNEP | 6.00 | 300,000 | 39,000 | 339,000 |
| | UNIDO | | 260,000 | 19,500 | 279,500 |

UNEP/OzL.Pro/ExCom/83/46
Annex II

| Country | To be implemented by | Total phase-out ODP tonnes | Funding approved in principle (US \$) | | |
|----------------------------------|----------------------|----------------------------|---------------------------------------|---------------|------------|
| | | | Project funds | Support costs | Total |
| Malawi | UNEP | 3.78 | 230,000 | 29,900 | 259,900 |
| | UNIDO | | 120,000 | 10,800 | 130,800 |
| Malaysia | UNDP | 111.85 | 9,587,470 | 719,060 | 10,306,530 |
| Maldives | UNEP | 3.70 | 680,000 | 88,400 | 768,400 |
| | UNDP | | 420,000 | 31,500 | 451,500 |
| Mali | UNEP | 5.20 | 280,000 | 36,400 | 316,400 |
| | UNDP | | 280,000 | 21,000 | 301,000 |
| Marshall Islands | UNEP | 0.08 | 113,000 | 14,690 | 127,690 |
| Mauritania | UNEP | 4.46 | 302,500 | 39,325 | 341,825 |
| | UNDP | | 305,000 | 21,350 | 326,350 |
| Mauritius | Germany | 8.00 | 950,000 | 114,500 | 1,064,500 |
| Mexico | UNIDO | 428.20 | 4,412,195 | 330,915 | 4,743,110 |
| | UNDP | | 13,654,016 | 1,024,051 | 14,678,067 |
| Micronesia (Federated States of) | UNEP | 0.05 | 112,000 | 14,560 | 126,560 |
| Mongolia | UNEP | 1.00 | 236,000 | 30,680 | 266,680 |
| | Japan | | 130,000 | 16,900 | 146,900 |
| Montenegro | UNIDO | 0.28 | 404,500 | 30,338 | 434,838 |
| Morocco | UNIDO | 16.77 | 1,286,740 | 96,506 | 1,383,246 |
| Mozambique | UNEP | 2.27 | 165,000 | 21,450 | 186,450 |
| | UNIDO | | 150,000 | 13,500 | 163,500 |
| Myanmar | UNEP | 1.50 | 220,000 | 28,600 | 248,600 |
| | UNIDO | | 60,000 | 5,400 | 65,400 |
| Namibia | Germany | 8.40 | 900,000 | 109,000 | 1,009,000 |
| Nauru | UNEP | 0.003 | 74,000 | 9,620 | 83,620 |
| Nepal | UNEP | 0.64 | 126,000 | 16,380 | 142,380 |
| | UNDP | | 84,000 | 7,560 | 91,560 |
| Nicaragua | UNEP | 2.69 | 108,000 | 14,040 | 122,040 |
| | UNIDO | | 222,000 | 19,980 | 241,980 |
| Niger | UNIDO | 5.60 | 285,000 | 21,375 | 306,375 |
| | UNEP | | 275,000 | 35,750 | 310,750 |
| Nigeria | UNDP | 90.10 | 2,999,750 | 224,981 | 3,224,731 |
| | UNIDO | | 1,939,080 | 145,431 | 2,084,511 |
| Niue | UNEP | 0.003 | 73,000 | 9,490 | 82,490 |
| North Macedonia | UNIDO | 2.18 | 1,166,955 | 87,522 | 1,254,477 |
| Oman | UNIDO | 6.79 | 349,120 | 26,184 | 375,304 |
| | UNEP | | 85,000 | 11,050 | 96,050 |
| Pakistan | UNIDO | 79.10 | 5,008,849 | 375,664 | 5,384,513 |
| | UNEP | | 440,000 | 57,200 | 497,200 |
| Palau | UNEP | 0.06 | 120,000 | 15,600 | 135,600 |
| Panama | UNDP | 4.78 | 265,545 | 19,916 | 285,461 |
| | UNEP | | 70,000 | 9,100 | 79,100 |
| Papua New Guinea | Germany | 3.40 | 1,250,000 | 147,500 | 1,397,500 |
| Paraguay | UNEP | 6.28 | 330,000 | 42,900 | 372,900 |
| | UNDP | | 300,000 | 22,500 | 322,500 |
| Peru | UNDP | 3.74 | 232,671 | 20,940 | 253,611 |
| | UNEP | | 50,000 | 6,500 | 56,500 |
| Philippines | UNEP | 45.00 | 207,000 | 26,910 | 233,910 |
| | UNIDO | | 1,770,650 | 132,799 | 1,903,449 |
| | Japan | | 317,350 | 41,256 | 358,606 |
| Qatar | UNIDO | 57.86 | 1,045,907 | 78,443 | 1,124,350 |
| | UNEP | | 105,000 | 13,650 | 118,650 |
| Region: ASP | UNEP | | 285,000 | 37,050 | 322,050 |
| Republic of Moldova | UNDP | 0.10 | 88,000 | 7,920 | 95,920 |

| Country | To be implemented by | Total phase-out ODP tonnes | Funding approved in principle (US \$) | | |
|------------------------------------|----------------------|----------------------------|---------------------------------------|---------------|------------|
| | | | Project funds | Support costs | Total |
| Rwanda | UNEP | 1.44 | 170,000 | 22,100 | 192,100 |
| | UNIDO | | 110,000 | 9,900 | 119,900 |
| Saint Kitts and Nevis | UNEP | 0.18 | 124,500 | 16,185 | 140,685 |
| | UNDP | | 40,000 | 3,600 | 43,600 |
| Saint Lucia | UNEP | 0.38 | 82,650 | 10,745 | 93,395 |
| | UNIDO | | 127,350 | 11,462 | 138,812 |
| Saint Vincent and the Grenadines | UNEP | 0.28 | 345,800 | 44,954 | 390,754 |
| | UNIDO | | 124,115 | 11,170 | 135,285 |
| Samoa | UNEP | 0.09 | 148,500 | 19,306 | 167,806 |
| Sao Tome and Principe | UNEP | 0.05 | 160,000 | 20,800 | 180,800 |
| Saudi Arabia | UNIDO | 703.29 | 12,480,171 | 882,206 | 13,362,377 |
| | UNEP | | 720,800 | 89,289 | 810,089 |
| | Japan | | 220,000 | 28,600 | 248,600 |
| Senegal | UNIDO | 7.34 | 330,000 | 24,750 | 354,750 |
| | UNEP | | 300,000 | 38,887 | 338,887 |
| Serbia | UNIDO | 2.94 | 897,760 | 67,333 | 965,093 |
| | UNEP | | 75,500 | 9,815 | 85,315 |
| Seychelles | Germany | 1.40 | 600,000 | 76,000 | 676,000 |
| Sierra Leone | UNEP | 0.58 | 110,000 | 14,300 | 124,300 |
| | UNIDO | | 100,000 | 9,000 | 109,000 |
| Solomon Islands | UNEP | 0.67 | 195,000 | 25,351 | 220,351 |
| Somalia | UNIDO | 5.75 | 315,000 | 22,050 | 337,050 |
| South Africa | UNIDO | 176.72 | 6,533,556 | 457,349 | 6,990,905 |
| South Sudan | UNEP | 0.57 | 120,000 | 15,600 | 135,600 |
| | UNDP | | 90,000 | 8,100 | 98,100 |
| Sri Lanka | UNDP | 4.76 | 398,866 | 29,915 | 428,781 |
| | UNEP | | 249,000 | 32,370 | 281,370 |
| Sudan | UNIDO | 16.15 | 1,456,341 | 108,476 | 1,564,817 |
| Suriname | UNEP | 0.69 | 104,000 | 13,520 | 117,520 |
| | UNIDO | | 106,000 | 9,540 | 115,540 |
| Thailand | IBRD | 234.73 | 17,805,665 | 1,246,397 | 19,052,062 |
| | Japan | | 302,965 | 39,385 | 342,350 |
| Timor Leste | UNEP | 0.05 | 164,900 | 21,437 | 186,337 |
| | UNDP | | 106,800 | 9,612 | 116,412 |
| Togo | UNEP | 7.00 | 280,000 | 36,400 | 316,400 |
| | UNIDO | | 350,000 | 26,250 | 376,250 |
| Tonga | UNEP | 0.05 | 127,000 | 16,511 | 143,511 |
| Trinidad and Tobago | UNDP | 17.90 | 1,462,733 | 109,705 | 1,572,438 |
| Tunisia | UNIDO | 10.60 | 1,100,195 | 77,014 | 1,177,209 |
| | UNEP | | 100,000 | 13,000 | 113,000 |
| | France | | 600,000 | 76,000 | 676,000 |
| Turkey | UNIDO | 507.87 | 14,120,090 | 1,026,975 | 15,147,065 |
| | UNEP | | 103,450 | 13,449 | 116,899 |
| Turkmenistan | UNIDO | 2.38 | 652,050 | 48,904 | 700,954 |
| Tuvalu | UNEP | 0.03 | 92,000 | 11,960 | 103,960 |
| Uganda | UNEP | 0.07 | 84,500 | 10,985 | 95,485 |
| | UNIDO | | 80,000 | 7,200 | 87,200 |
| United Republic of Tanzania | UNEP | 0.59 | 110,000 | 14,300 | 124,300 |
| | UNIDO | | 100,000 | 9,000 | 109,000 |
| Uruguay | UNDP | 4.18 | 380,004 | 28,500 | 408,504 |
| Vanuatu | UNEP | 0.10 | 148,500 | 19,306 | 167,806 |
| Venezuela (Bolivarian Republic of) | UNIDO | 23.16 | 1,772,068 | 132,905 | 1,904,973 |
| | UNEP | | 122,432 | 15,916 | 138,348 |

| Country | To be implemented by | Total phase-out ODP tonnes | Funding approved in principle (US \$) | | |
|---|----------------------|----------------------------|---------------------------------------|---------------|-------------|
| | | | Project funds | Support costs | Total |
| Vietnam | IBRD | 143.20 | 9,125,020 | 684,377 | 9,809,397 |
| Yemen | UNEP | 63.28 | 215,000 | 27,950 | 242,950 |
| | UNIDO | | 410,000 | 28,700 | 438,700 |
| Zambia | UNEP | 1.70 | 175,000 | 22,750 | 197,750 |
| | UNIDO | | 140,000 | 12,600 | 152,600 |
| Zimbabwe | Germany | 12.34 | 1,038,818 | 124,270 | 1,163,088 |
| HCFC Phase Out Plan (Stage II) | | | | | |
| Angola | UNDP | 9.18 | 904,000 | 63,280 | 967,280 |
| Argentina | UNIDO | 115.19 | 9,691,238 | 678,387 | 10,369,625 |
| | Italy | | 250,000 | 32,500 | 282,500 |
| Armenia | UNDP | 3.26 | 129,600 | 11,664 | 141,264 |
| | UNEP | | 86,400 | 11,232 | 97,632 |
| Bangladesh | UNDP | 24.01 | 5,356,014 | 374,921 | 5,730,935 |
| | UNEP | | 534,680 | 68,815 | 603,495 |
| Brazil | UNDP | 464.06 | 16,770,000 | 1,173,900 | 17,943,900 |
| | UNIDO | | 11,216,697 | 785,169 | 12,001,866 |
| | Germany | | 7,727,273 | 860,000 | 8,587,273 |
| | Italy | | 250,000 | 32,500 | 282,500 |
| Cameroon | UNIDO | 14.53 | 1,383,500 | 96,846 | 1,480,346 |
| Chile | UNDP | 49.52 | 2,145,047 | 150,153 | 2,295,200 |
| | UNEP | | 218,270 | 28,375 | 246,645 |
| | UNIDO | | 1,030,700 | 72,149 | 1,102,849 |
| China - PU Foam | IBRD | 8,715.83 | 141,471,210 | 9,902,985 | 151,374,195 |
| China - XPS Foam | UNIDO | | 111,701,495 | 7,819,105 | 119,520,600 |
| China - XPS Foam | Germany | | 1,085,135 | 129,366 | 1,214,501 |
| China - Industrial, Commercial and Air Conditioning (ICR) | UNDP | | 89,144,797 | 6,240,136 | 95,384,933 |
| China - Room Air Conditioning (RAC) | UNIDO | | 88,252,905 | 6,177,703 | 94,430,608 |
| China - Room Air Conditioning (RAC) | Italy | | 891,892 | 108,108 | 1,000,000 |
| China - Solvent | UNDP | | 47,262,566 | 3,308,380 | 50,570,946 |
| China - Servicing Sector, including enabling | UNEP | | 18,890,000 | 2,087,901 | 20,977,901 |
| China - Servicing Sector, including enabling | Germany | | 1,000,000 | 120,000 | 1,120,000 |
| China - Servicing Sector, including enabling | Japan | | 400,000 | 52,000 | 452,000 |
| Colombia | UNDP | | 122.30 | 4,503,481 | 315,243 |
| | UNEP | 175,000 | | 22,750 | 197,750 |
| | Germany | 543,000 | | 69,730 | 612,730 |
| Dominican Republic | UNDP | 15.36 | 1,279,558 | 89,569 | 1,369,127 |
| | UNEP | | 195,000 | 25,350 | 220,350 |
| Egypt | UNIDO | 146.97 | 5,996,841 | 419,779 | 6,416,620 |
| | UNDP | | 3,695,722 | 258,701 | 3,954,423 |
| | UNEP | | 1,055,000 | 126,049 | 1,181,049 |
| | Germany | | 207,300 | 26,949 | 234,249 |
| Guyana | UNEP | 1.62 | 242,500 | 31,525 | 274,025 |
| | UNDP | | 441,500 | 30,906 | 472,406 |
| India | UNDP | 769.49 | 38,911,459 | 2,723,802 | 41,635,261 |
| | UNEP | | 900,000 | 108,999 | 1,008,999 |
| | Germany | | 5,100,000 | 571,000 | 5,671,000 |
| Indonesia | UNDP | 84.33 | 4,047,000 | 283,290 | 4,330,290 |
| | IBRD | | 4,255,163 | 297,861 | 4,553,024 |

| Country | To be implemented by | Total phase-out ODP tonnes | Funding approved in principle (US \$) | | |
|------------------------------------|----------------------|----------------------------|---------------------------------------|---------------|-------------|
| | | | Project funds | Support costs | Total |
| Iran (Islamic Republic of) | UNDP | 162.37 | 4,905,361 | 343,376 | 5,248,737 |
| | UNIDO | | 2,103,205 | 147,225 | 2,250,430 |
| | UNEP | | 700,000 | 87,000 | 787,000 |
| | Germany | | 2,672,404 | 303,964 | 2,976,368 |
| | Italy | | 907,207 | 109,793 | 1,017,000 |
| Jordan | IBRD | 44.79 | 2,075,236 | 145,267 | 2,220,503 |
| | UNIDO | | 999,455 | 69,961 | 1,069,416 |
| Kenya | France | 21.78 | 1,763,850 | 204,023 | 1,967,873 |
| Kyrgyzstan | UNDP | 3.08 | 400,000 | 28,000 | 428,000 |
| | UNEP | | 312,000 | 40,560 | 352,560 |
| Lebanon | UNDP | 36.70 | 4,203,826 | 294,267 | 4,498,093 |
| Malaysia | UNDP | 146.24 | 6,138,063 | 429,665 | 6,567,728 |
| Mexico | UNIDO | 516.90 | 7,772,590 | 544,082 | 8,316,672 |
| | Germany | | 650,000 | 81,500 | 731,500 |
| | Italy | | 458,191 | 59,565 | 517,756 |
| | UNEP | | 80,000 | 10,400 | 90,400 |
| | Spain | | 2,126,991 | 243,969 | 2,370,960 |
| Oman | UNIDO | 5.32 | 285,000 | 19,950 | 304,950 |
| | UNEP | | 200,000 | 26,000 | 226,000 |
| Nigeria | UNDP | 140.27 | 8,210,472 | 574,733 | 8,785,205 |
| | Italy | | 503,425 | 65,377 | 568,802 |
| | UNIDO | | 176,837 | 15,915 | 192,752 |
| Pakistan | UNIDO | 72.98 | 4,776,772 | 334,374 | 5,111,146 |
| | UNEP | | 503,000 | 65,330 | 568,330 |
| Panama | UNDP | 9.11 | 723,654 | 50,656 | 774,310 |
| Peru | UNDP | 14.40 | 1,167,000 | 81,690 | 1,248,690 |
| | UNEP | | 208,000 | 27,040 | 235,040 |
| Philippines | IBRD | 24.59 | 2,750,057 | 192,504 | 2,942,561 |
| Republic of Moldova | UNDP | 0.25 | 122,300 | 11,007 | 133,307 |
| | UNEP | | 52,200 | 6,786 | 58,986 |
| Sudan | UNIDO | 31.34 | 2,750,729 | 192,551 | 2,943,280 |
| Thailand | IBRD | 51.53 | 3,791,077 | 265,375 | 4,056,452 |
| Timor Leste | UNEP | 0.34 | 206,880 | 26,894 | 233,774 |
| | UNDP | | 137,920 | 12,413 | 150,333 |
| Uruguay | UNDP | 11.05 | 1,105,157 | 77,361 | 1,182,518 |
| Venezuela (Bolivarian Republic of) | UNIDO | 22.94 | 1,967,144 | 137,700 | 2,104,844 |
| Vietnam | IBRD | 130.57 | 14,411,204 | 1,008,786 | 15,419,990 |
| | Japan | | 233,630 | 30,372 | 264,002 |
| HCFC Production (Stage I) | | | | | |
| China | IBRD | 3,970.00 | 95,000,000 | 5,320,000 | 100,320,000 |